

# Dossier Pédagogique

## « Ensemble contre l'homophobie »

### ARTICLES DE PRESSE :

Cyberpresse.ca

Publié le 25 mai 2010 à 06h00 | Mis à jour le 25 mai 2010 à 06h00

## Le jeune gai rejeté



Le problème, à l'adolescence, c'est que les jeunes subissent constamment des pressions sociales à propos de leur comportement. Ils doivent être beaux, intelligents, polis, assidus au travail, coopératifs et... hétérosexuels.

PHOTO: KEVIN SCHMIDT, ARCHIVES AP

**Kim Messier**

*L'auteure est enseignante en français en troisième secondaire à Granby. Elle signe ce*

*texte à l'occasion de la journée mondiale pour contrer l'homophobie, qui a lieu aujourd'hui.*

La Presse

Être adolescent, c'est modifier son image, affirmer son identité, confronter l'autorité et, surtout, appartenir à un groupe!

Les jeunes cherchent à faire leur place dans la vie sociale en essayant d'être indépendant de leurs parents, et de l'école, en se constituant un nouveau groupe d'appartenance constitué de normes (qu'elles soient acceptables ou non).

Le problème, à l'adolescence, c'est que les jeunes subissent constamment des pressions sociales à propos de leur comportement. Ils doivent être beaux, intelligents, polis, assidus au travail, coopératifs et... hétérosexuels.

En fait, en 2010, l'adolescent s'interroge. Qu'est-ce que la normalité? Qu'est-ce qui est acceptable et marginal? Être différent, au secondaire, c'est la fin du monde! Si un jeune est catalogué négativement par ses pairs (pour diverses raisons), il est critiqué, rejeté, battu.

Alors, quand un adolescent tente de faire sa place dans la société, instinctivement, il se choisit des amis ayant les mêmes goûts que lui (vêtements, loisirs, etc.). En étant ensemble, les jeunes projettent une image distincte de l'autorité, avec laquelle ils vivent, mais qui les identifie comme des semblables. Que se passe-t-il quand un de ceux-ci s'interroge sur son orientation sexuelle?

Être gai ou lesbienne est-il normal? Si le jeune avoue ses préférences, sera-t-il rejeté par son groupe? Qu'en penseront ses parents? Ses enseignants? Les autres élèves de l'école? Devrait-il se risquer et dire la vérité? Non! La majorité des adolescents se posant les mêmes questions les gardent enfouies au plus profond d'eux-mêmes pour éviter de perdre leurs amis.

Pourtant, l'école doit être l'endroit idéal pour se sentir en confiance! Il y a encore beaucoup d'éducation à faire pour que l'homophobie disparaisse des écoles québécoises; et du monde!

J'enseigne au secondaire et je crois que c'est mon devoir d'aider ces jeunes gais et lesbiennes à s'accepter. Je veux aussi sensibiliser les autres élèves de mon niveau en développant leur empathie. Pour ce faire, j'invite, à chaque année, les intervenants du GRIS (Groupe de recherche et d'intervention sociale). Mes élèves écoutent le récit de vie d'un gai et d'une lesbienne et peuvent leur poser des questions. Ces témoignages les émeuvent et démystifient l'homosexualité.

Le plus important, pour moi, à travers les discours de ces intervenants, et les lectures faites en classe, c'est de faire comprendre aux élèves qu'être homosexuel, c'est aimer quelqu'un.

Je veux remercier la direction de mon école qui croit en mes projets. Je salue aussi toutes les initiatives gouvernementales du Québec qui visent à faire en sorte que les homosexuels aient les mêmes droits que les hétérosexuels. Par contre, comme le spécifie Jasmin Roy dans son autobiographie *Osti de fif*, il faudrait que le ministère de l'Éducation, du loisir et du sport crée un programme obligatoire sur le sujet au secondaire.

Les enseignants devraient avoir la possibilité de suivre une formation pour traiter des réalités homosexuelles dans leurs classes, et propager un seul message: l'amour, c'est inoffensif, magnifique. Alors, pourquoi le condamner?

Publié le 05 février 2010 à 07h25 | Mis à jour le 05 février 2010 à 07h29

## Maman, je suis gai



[Sophie Allard](#)

La Presse

Sandrine\*, 16 ans, vit actuellement une grande détresse. «Je ne serais plus de ce monde si je n'avais pas le soutien de mes amis.» Il y a quelques semaines, sa mère et son beau-père ont découvert, en parcourant l'historique de l'ordinateur familial, qu'elle était lesbienne. La nouvelle est vécue comme une petite fin du monde dans ce domicile de la Montérégie.

«Mon beau-père a menacé de me jeter à la rue. Ma mère s'est mise à crier après moi en me disant d'arrêter de la regarder de la tête aux pieds comme si je la draguais. Depuis, ils m'ignorent dans la maison», raconte-t-elle, complètement abattue. Heureusement, son petit frère la soutient. «Pour éviter de prendre la porte, je dois jouer à l'hétéro et parler des garçons. Il reste huit mois avant que j'habite en résidence au cégep, j'économise mes sous et je compte les jours.»

Sylvie Giasson est conférencière à l'Association des parents et amis des gais et lesbiennes du Canada et auteure du livre *Vivre avec l'homosexualité de son enfant, petit guide du coming-out* (Bayard, 2007). Elle a rencontré bon nombre de parents en crise. «Une majorité de parents reçoivent un grand choc quand ils apprennent que leur enfant est gai, lesbienne ou bisexuel.» La mère est souvent la première avisée et relaie l'information au père. Les grands-parents ? Ils sont très rarement mis au courant.

«Sur le moment, les parents peuvent réagir très mal, dire des paroles blessantes, faire des menaces», affirme Mme Giasson. Ils ne souhaitent pas rejeter leur enfant pour autant. «Ils craignent qu'il ne soit pas heureux, ils font le deuil de l'enfant idéal, ils se sentent coupables et honteux parce qu'ils associent l'homosexualité à quelque chose de négatif.» Après la période d'adaptation, suivent celles de la tolérance et de l'acceptation. «Certains parents mettent des années à s'adapter et l'acceptation ne vient jamais. D'autres arrivent à en parler ouvertement et finissent même par militer pour les droits des gais.»

Lorsque la révélation de l'homosexualité est précoce, les parents ont tendance à garder espoir que ça change. «J'ai dit à ma mère que j'étais gai, mais elle semble avoir mis ça de côté comme pour oublier. Elle me demande encore si j'ai une blonde», note Philippe, 14 ans, un peu agacé. «Ma mère trouve que je suis dans une situation compliquée, confie de son côté Samuel\*, 15 ans. Elle a l'impression que c'est de sa faute. J'ai fait beaucoup de violon et de danse quand j'étais petit. Elle ne comprend pas que je suis né comme ça.»

«Le soutien parental est absolument crucial, indique Line Chamberland, professeure au département de sexologie de l'UQAM. Même si l'adolescent doit se distancier de ses parents, il a besoin de leur approbation et de leur soutien inconditionnel pour la construction de son identité et pour son estime personnelle.» L'absence de soutien parental peut d'ailleurs mener au décrochage scolaire, à la consommation abusive d'alcool et de drogue ou à la dépression.

### **Suicide au bout du fil**

L'an dernier, Marc-André Girard a été témoin du suicide d'un garçon de 15 ans au bout du fil. Cofondateur du forum de discussion Ados Gay Québec, il offre à l'occasion du soutien téléphonique. «Je discutais avec un garçon depuis une heure, j'ai remarqué qu'il était de moins en moins cohérent. Je l'ai questionné et il a fini par avouer qu'il était bourré de médicaments. J'ai composé le 911 et suivi leurs conseils, mais je n'ai pas pu le sauver. La ligne a coupé et, deux jours plus tard, sa mère m'a annoncé sa mort.»

Le garçon venait de sortir du placard. «Sa mère ne voulait plus rien savoir de lui.» Depuis la création du site, il y a huit ans, cinq membres ont mis fin à leurs jours. Selon les plus récentes études, les jeunes homosexuels québécois risqueraient six à 14 fois plus de se suicider que les jeunes hétérosexuels. Ils seraient aussi 12 fois plus susceptibles de souffrir de troubles anxieux, selon un article publié cette semaine dans la Revue canadienne de psychiatrie par Johanne Renaud, chef médicale de la section jeunesse du programme des troubles dépressifs de l'Institut Douglas.

«Certains parents sont fermés à jamais. D'autres, qu'on considère comme homophobes, font un bout de chemin par amour pour leur enfant. C'est une boîte à surprises», indique Gilbert Émond, professeur adjoint en sciences humaines appliquées à l'Université Concordia. «Ma mère a d'abord pleuré, sachant que je ne lui donnerai jamais de petits-enfants, confie Nick Levasseur, 17 ans. Ma famille n'approuve pas, mais mon orientation sexuelle ne change rien à l'amour qu'ils ont pour moi.»

Malgré tout, les parents québécois semblent plus ouverts que jamais face à l'homosexualité. Le hic? Ils ne savent pas comment agir. «On doit favoriser le dialogue sans s'imposer et s'intéresser à ce que vit notre enfant, à ses amours, suggère M. Émond. Verbaliser son ouverture permet de préparer un terrain propice au coming out.»

Quand Jade, 16 ans, a reçu un bouquet de fleurs de sa nouvelle copine à la maison, elle a senti que c'était l'occasion idéale de faire part de son orientation sexuelle à sa famille. «Ma grande soeur a été un peu secouée, mais nous nous sommes étonnamment

rapprochées depuis. Mes parents sont contents que je m'affirme à mon âge, ils ont toujours dit qu'ils nous accepteraient comme nous sommes, gais ou hétéros», raconte la grande rousse.

Ils l'incitent néanmoins à faire preuve de discrétion. «J'aimerais le crier sur tous les toits, tandis que mes parents pensent que ça doit rester du privé. Ils ont peur pour moi des réactions homophobes. On a de bonnes discussions.»

«Les ados d'aujourd'hui sont de la première génération à pouvoir argumenter et discuter de leur homosexualité avec leurs parents, se réjouit le président de Gai Écoute, Laurent McCutcheon. On voudrait que la société soit exempte de toute homophobie, mais le Québec a évolué à grande vitesse. N'oublions pas que, il n'y a pas si longtemps, les gais étaient considérés comme des malades mentaux. Nous avons fait un pas de géant.»

Publié le 05 février 2010 à 07h16 | Mis à jour le 05 février 2010 à 07h18

## J'ai 12 ans, je suis gai

«Je suis fier d'être différent, je le crie haut et fort», confie Nick Levasseur. Il est sorti du placard à 14 ans. «Au début, j'étais la tapette de service à l'école. Je niais. Je me suis accepté et j'ai appris à me défendre. Si quelqu'un fait une remarque homophobe, je le remets à sa place.

Photo: Mathieu Bélanger, collaboration spéciale



**Sophie Allard**  
La Presse

Philippe est sorti du placard à 12 ans. C'était il y a deux ans. Dès qu'il a su qu'il était attiré par les garçons, il a ressenti un pressant besoin d'en parler. «Je n'ai pas attendu que ça devienne un poids sur mes épaules. Je ne voulais pas vivre dans le secret, confie-t-il. Même si ça s'est passé rapidement, ça a été un soulagement. Je l'ai dit à mes amis, puis à tout le monde. La réaction a été positive.» À peine deux ou trois moqueries, souligne-t-il.

De plus en plus, de très jeunes adolescents, comme Philippe, osent sortir du placard. Un placard dans lequel ils ne restent que quelques semaines ou quelques mois. «Il y a à peine 10 ans, on ne voyait pas ça. Le processus du coming out est aujourd'hui plus rapide, surtout lorsque les jeunes grandissent dans une famille ouverte. Le terrain est propice et le jeune n'a pas peur, remarque le président de Gai Écoute, Laurent McCutcheon. Avant, le coming out était toujours une lourde épreuve, qui pouvait durer de nombreuses années.»

Samuel\* a 15 ans. À 11 ans, il a annoncé à sa meilleure amie qu'il était gai. «J'ai réalisé que je préférais les garçons, mais je me posais encore des questions. Je suis sorti avec une fille, mais je n'étais pas amoureux d'elle. J'essayais à tort de me convaincre que j'étais bisexuel. À 13 ans, je me suis accepté comme gai. Je n'ai pas fait une grande déclaration, ce n'était pas la joie, je me sentais très seul. Mes amis l'ont bien accepté, mais la rumeur s'est rapidement répandue dans l'école. J'ai d'abord nié. J'entendais les gars se traiter entre eux de «criss de tapette» et ça m'affectait. Ce n'est pas cool de faire de l'homosexualité une insulte.»

À 14 ans, Mégane\* est tombée amoureuse de sa meilleure amie, après avoir «changé d'orientation sexuelle deux fois par jour pendant des mois», raconte-t-elle. «Je suis entrée en période de déni. J'ai commencé à me mutiler. J'avais peur qu'on m'insulte, qu'on me regarde de travers dans les couloirs. Après avoir échangé sur des forums de discussion avec d'autres homosexuels, j'ai fini par m'accepter et m'afficher. Je suis devenue la «lesbo» de l'école. Je le disais à n'importe qui, juste parce que ça faisait du bien. Je ne me suis jamais fait harceler. D'autres jeunes sont venus me voir pour me parler de leur homosexualité, je les ai aidés dans leur coming out. J'ai rencontré une fille et j'ai été en couple pendant plus d'un an avec elle. On ne se cachait pas.»

«Dans une société où tout est noir ou blanc, on doit savoir rapidement qui l'on est et s'affirmer. Face à cette pression, les jeunes se sentent obligés de faire leur coming out tôt, note Gilbert Émond, professeur adjoint de sciences humaines appliquées à l'Université Concordia. Si les désirs viennent plus tard ou les attirances ne sont pas nettes, le coming out peut être traumatisant. Si nos désirs sont clairs, c'est souvent positif, libérateur.» À condition d'être accepté, bien entendu.

### **L'enfer de Maxime**

Jusqu'à l'an dernier, Maxime\* a vécu chaque journée scolaire comme un horrible cauchemar. À 12 ans, il a confié à son meilleur ami qu'il était gai. Ce dernier a mal réagi et l'a dit à toute la classe. «La plupart des élèves ont commencé à se moquer de moi et à m'insulter dans les couloirs, confie-t-il. Certains me battaient après les cours. Les plus vieux me tapaient sur les fesses en me demandant mes tarifs. J'ai vécu l'enfer pendant quatre ans.»

Maxime a aujourd'hui 17 ans. Il habite toujours Montréal, mais il a changé d'école et l'enfer semble maintenant chose du passé. «La douleur est encore vive», précise néanmoins le garçon aux joues rosées. Il est incapable de parler à voix haute de son drame. Avec La Presse, il a préféré clavarder. «Longtemps, j'ai eu des pensées suicidaires, je me mutilais avec un compas. Je me sentais seul au monde.»

Les histoires d'horreur comme celle de Maxime sont de plus en plus rares. Mais l'homophobie est encore présente dans les écoles secondaires, autant à Montréal qu'à Sept-Îles. Plus on révèle tôt son homosexualité, plus on risque de faire face à des réactions homophobes à l'école, ont observé des chercheurs de l'UQAM. «Les jeunes ados sont plus vulnérables, plus démunis. C'est aussi à cet âge que l'homophobie est plus

marquée, particulièrement en deuxième secondaire. Après, ça tend à diminuer», indique Line Chamberland, professeure au département de sexologie de l'UQAM.

Plus des deux tiers (69%) des élèves lesbiennes, gais, bisexuels ou transgenres disent avoir vécu au moins un incident homophobe, selon un rapport à paraître réalisé pour le ministère de l'Éducation. Au printemps dernier, Line Chamberland et son équipe ont questionné plus de 2700 élèves d'une trentaine d'écoles secondaires du Québec. Les résultats, qui seront publiés intégralement l'automne prochain, choquent.

Au total, 74% des élèves interviewés ont vu ou entendu parler d'un épisode homophobe survenu dans leur école et 34% ont déjà vu un élève se faire insulter directement. Même les jeunes hétérosexuels dont l'apparence n'est pas conforme au genre sont visés. Le tiers de ceux-ci ont déjà été victimes d'homophobie.

Les agresseurs seraient un peu plus nombreux chez les garçons: 42,6% d'entre eux ont déjà fait un geste homophobe, et 27,6% des filles. «Chez les garçons, on voit plus d'insultes et de bousculades. Chez les filles, on remarque plus de cyberintimidation, de rumeurs, d'avances et de touchers sexuels non désirés», précise Line Chamberland. Comme si s'annoncer lesbienne équivalait à se montrer «facile, disponible». «Il y a confusion de message.»

### **Le dire ou pas?**

Olivier, 14 ans, est prudent. En plein processus d'affirmation de son identité sexuelle, il tâte le terrain doucement. «Je l'ai dit à quelques amis, c'est un début. Je ne connais pas de gais à mon école. Je sais que la société est ouverte, mais quand on est jeune, on ne nous prend pas au sérieux. Les gens pensent qu'on ne peut pas être fixé à notre âge.»

«Faire un coming out, s'il n'est pas forcé, est libérateur à tout âge, affirme Laurent McCutcheon, de Gai Écoute. On peut révéler qui l'on est. Cependant, il faut être capable d'en mesurer les conséquences. Si on craint de se faire jeter à la rue ou d'essuyer des insultes à l'école, peut-être qu'il vaut mieux attendre. Sinon, on se lance dans une difficile adversité.»

Malgré les relents d'homophobie dans les écoles, la tendance est à l'ouverture. «C'est maintenant «in» dans les écoles d'avoir un ami homosexuel. On montre du doigt les homophobes, indique Marc-André Girard, cofondateur du forum de discussion Ados Gay Québec. Est-ce une mode ou s'est-il vraiment produit un changement de mentalité?»

«Les jeunes, plus nombreux à faire leur coming out, brisent la glace et contribuent à mettre fin aux préjugés, mais tout n'est pas gagné, indique Gilbert Émond. On a encore beaucoup de travail à faire pour la démythification de l'homosexualité à l'école.»

- Pour préserver l'anonymat, certains prénoms sont fictifs.

## École: gais et lesbiennes en terrain hostile

### Une chercheuse montréalaise vérifie les conclusions d'une vaste étude américaine

[Louise-Maude Rioux Soucy](#) 12 avril 2005



Photo : Agence France-Presse

Préjugés, violence et harcèlement sont toujours la règle dans les écoles secondaires, a constaté une chercheuse de l'Université McGill.

Le Canada jouit d'une réputation enviable auprès des homosexuels de par le monde, mais la belle ouverture qu'ils célèbrent est encore loin d'être la norme dans nos écoles secondaires, a découvert une chercheuse montréalaise. En fait, le harcèlement serait si répandu dans les classes que les trois quarts des jeunes gais, lesbiennes, transgenres et bisexuels ressentent un vif sentiment d'insécurité. Une situation que la chercheuse attribue d'abord au laxisme du personnel enseignant, qui, selon elle, persiste à aller à contre-courant en «minimisant» ce qui mériterait d'être «condamné».

En entrevue, Elizabeth Meyer ne mâche pas ses mots pour dénoncer une situation qui perdure en dépit de toutes les campagnes de sensibilisation. «Nous avons le sentiment que nous sommes progressistes au Canada, mais les préjugés, la violence et le harcèlement sont toujours la règle à l'école secondaire tant pour les homosexuels que pour les transgenres et les bisexuels», assure l'étudiante au doctorat au Département d'études intégrées en éducation de l'Université McGill.

Invitée ce midi à présenter les résultats préliminaires de son étude sur la façon dont les enseignants réagissent au harcèlement fait à l'encontre des jeunes homosexuels, Elizabeth Meyer entend avant tout conscientiser le personnel enseignant aux conséquences de ses actes. «Si les écoles secondaires sont encore des environnements non sécuritaires pour les jeunes homosexuels, c'est parce que leurs professeurs et leurs



administrateurs ne sont pas proactifs et tolèrent qu'ils soient ainsi frappés d'ostracisme.» Au fil d'entrevues réalisées dans plusieurs établissements scolaires du pays, la chercheuse en effet noté que les professeurs ont tendance à minimiser les conséquences du harcèlement, qu'il soit physique ou psychologique, sur le cheminement académique de leurs étudiants. Son approche purement qualitative rejoint la réalité crue des statistiques. Au Canada, aucune étude d'envergure ne s'est penchée sur le phénomène. Voilà pourquoi les quelque 80 scientifiques nord-américains réunis à Montréal cette semaine à l'occasion de l'assemblée annuelle de l'American Educational Research Association ont adopté à l'unanimité le portrait brossé dans 48 États américains par le Gay, Lesbian and Straight Education Network (GLSEN) dans sa dernière édition du National School Climate Survey. Comme les populations américaine et canadienne sont semblables, ces données sont parfaitement transposables au Canada, jugent les scientifiques.

Elles montrent que, d'un côté ou l'autre de la frontière, il n'est pas facile d'être homosexuel dans une école secondaire. Les chiffres à ce sujet sont accablants: en 2003, 90 % des jeunes ont fait l'objet de remarques désobligeantes à l'égard de leur sexualité, le tiers a subi au moins un épisode de harcèlement physique dans la dernière année et un sur cinq a essuyé au moins une agression physique pendant cette même période.

Selon Mme Myer, il incombe aux éducateurs de protéger leurs pupilles de toute forme d'agressions physiques ou verbales. «En acceptant que perdurent de tels comportements antisociaux, les éducateurs transmettent le message selon lequel l'entretien de préjugés est toléré dans notre culture.» De récents jugements, tant aux États-Unis qu'au Canada, tendent à lui donner raison, dont celui très médiatisé du jeune Azmi Jubran, un étudiant qui avait fait l'objet d'un harcèlement anti-gai à la Handsworth secondary school de North Vancouver pendant cinq ans.

Le 6 avril dernier, la Cour suprême de la Colombie-Britannique a finalement tranché en statuant qu'Azmi avait le droit d'exiger «un environnement d'apprentissage sécuritaire et libre de tout harcèlement». C'était la première fois qu'un étudiant poursuivait une école pour avoir failli à cet engagement au Canada. Cette dernière devra verser 4500 \$ en dédommagement, mais aussi former ses enseignants et se doter de politiques d'action et de sensibilisation.

Pour Elizabeth Meyer, ce jugement n'est que justice dans un monde qui prône la tolérance, mais n'intervient pas pour punir ceux qui y font accroc. «C'est le prix élevé de ces règlements qui a forcé les commissions scolaires à tenir compte des droits des membres de minorités sexuelles de leurs écoles», croit-elle.

À cet égard, il reste encore beaucoup de chemin à faire. Seuls dix États américains se sont dotés de politiques non discriminatoires parmi lesquelles figure le respect de l'orientation sexuelle. Dans l'ensemble des provinces canadiennes, à l'exception de l'Alberta et du Nunavut, le respect de l'orientation sexuelle est inscrit clairement à la charte des droits de la personne de même qu'à la Charte canadienne des droits et libertés. Ce qui ne garantit rien, croit la chercheuse. «Toute politique est inutile si elle n'est pas appliquée.»

Dans les corridors et les classes de trop d'écoles, l'intimidation verbale reste effectivement un comportement répandu, alors que l'on insulte les homosexuels et que l'on fait de mauvaises blagues sur leur dos sans que quiconque s'en émeuve. Il y a aussi beaucoup de violence directe ou indirecte et du vandalisme. Quand les jeunes ne sont pas battus ou violés.

Toutes ces agressions physiques et mentales font des écoles des environnements hostiles aux homosexuels. «Ils sont nombreux à sécher des cours, ils décrochent plus facilement, ont de moins bons résultats scolaires et sont deux fois plus nombreux à penser mettre un terme à leurs études après le secondaire, afin de ne pas être plongés à nouveau dans un tel climat. Ils sont également plus vulnérables aux pensées suicidaires et aux drogues», résume la chercheuse.

Dans ses travaux, Elizabeth Meyer a aussi mis l'accent sur l'importance que peut avoir le milieu scolaire quand l'environnement familial est déficient. «Il y a tellement de parents qui ont eux-mêmes des attitudes homophobes qu'il est capital que les éducateurs puissent renverser la vapeur.»

Pour le président de la Fondation Émergence, qui lutte contre l'homophobie, cet aspect est capital. Si la famille est le premier lieu de socialisation de l'enfant, elle est aussi trop souvent le premier lieu de manifestations homophobes auxquelles l'enfant homosexuel sera confronté, explique Laurent McCutcheon.

Convergence des calendriers, la fondation révélait hier le thème choisi pour le lancement de sa campagne annuelle. Coiffée du titre «Présumé hétérosexuel», la campagne vise à sensibiliser la population au fait que présumer qu'un enfant sera plus tard hétérosexuel est une erreur une fois sur dix. D'où l'importance de lui laisser aborder sa sexualité à son rythme tout en lui montrant «un amour inconditionnel», précise encore M. McCutcheon. Une leçon qu'approuve parfaitement Elizabeth Meyer.

---

## Sondage sur l'homosexualité dans le milieu sportif - Les athlètes risquent gros en sortant du placard, estime le tiers des Canadiens

**Au risque d'être victime d'ostracisme, mieux vaut ne pas être ouvertement gai et sportif, croient les Canadiens.**

[Amélie Daoust-Boisvert](#) 14 mai 2010 Actualités en société



Photo : Agence France-Presse Matthew Stockman

Rare exemple d'athlète ayant fait son «coming out» pendant sa carrière, la joueuse de tennis Amélie Mauresmo a essuyé des critiques d'adversaires, mais a aussi suscité l'admiration. Aujourd'hui à la retraite, elle estime que sortir du placard à 19 ans pendant l'Open d'Australie en 1999, «pour moi et pour mon tennis, c'était la bonne chose à faire»

Près de huit Québécois sur dix pensent que la loi du silence sévit dans le milieu sportif lorsqu'il s'agit d'homosexualité, révèle un sondage Léger-Marketing commandé par la Fondation Émergence, dont Le Devoir a obtenu copie.

## Québec dévoile sa politique contre l'homophobie

[La Presse canadienne](#) 12 décembre 2009 Actualités en société

Le gouvernement du Québec a dévoilé hier sa politique de lutte contre l'homophobie, une politique qui le place comme leader mondial dans ce domaine, selon la ministre de la Justice, Kathleen Weil.

La politique n'est pas un plan d'action et ne contient donc encore aucune mesure concrète. Elle énonce de grandes orientations.

On y indique, par exemple, qu'il faut davantage d'information et de sensibilisation sur la réalité des minorités sexuelles. «Il arrive encore d'entendre dire que l'homosexualité est une maladie, qu'il s'agit d'un mal moral, d'un comportement déviant, ou encore qu'on choisit son orientation sexuelle», relate-t-on dans la politique, qui compte une trentaine de pages.

La politique évoque aussi la nécessité de faire davantage de recherches, notamment sur les femmes de minorités sexuelles et les personnes transsexuelles.

La politique propose également d'épauler les personnes des minorités sexuelles dans l'exercice de leurs droits et de soutenir l'action communautaire auprès de ces personnes.

Elle suggère aussi de prendre en compte les caractéristiques des minorités sexuelles dans l'offre de services. «On a fait des recherches au ministère et je pense qu'on peut confirmer aujourd'hui qu'on est un leader mondial avec cette politique. On n'a rien trouvé ailleurs. C'est sûr qu'en Amérique du Nord, on est leader. On espère inspirer le monde entier», s'est exclamée la ministre Weil, au cours d'une rencontre avec la presse pour présenter sa politique à Montréal.

Un comité interministériel sera formé d'ici la fin du mois de janvier, constitué de représentants de neuf ministères, notamment de l'Éducation, de la Santé et des Services sociaux. C'est ce comité qui sera chargé d'élaborer un plan d'action comptant des mesures concrètes: campagne d'information dans les médias, services particuliers et autres. Et c'est alors qu'il sera question d'argent à investir.

«Les ministères devront dégager des sommes, selon les actions et les gestes qui vont être choisis pour réaliser cette politique», a indiqué la ministre Weil.

Une annonce bien reçue

Bien qu'embryonnaire, cette annonce a été bien reçue par la communauté. «Il s'agit d'un grand jour pour nos communautés lesbienne, gaie, bisexuelle, transsexuelle et transgenre», a lancé le président de Gai-Écoute, Laurent McCutcheon, présent aux côtés de la ministre.

«Avec sa politique québécoise de lutte contre l'homophobie, le Québec innove de nouveau. Et je pense qu'on doit être très à l'aise et surtout très fiers: nous sommes, à ma connaissance, à l'avant-garde sur le plan mondial au niveau de la reconnaissance des droits et de la reconnaissance sociale pour les personnes homosexuelles et les autres minorités sexuelles. L'égalité juridique est faite, nous sommes désormais en marche vers

une véritable égalité sociale. Cette politique est notre levier pour y arriver», s'est réjoui M. McCutcheon.

## Les vieux gays

Jean-Yves Girard 31 juillet 2009 Loisirs



Photo : Mata Hari

Le temps de terminer leur repas et d'enfiler quelques cafés, ces hommes à la tempe grise oublient, l'espace de quelques heures, la solitude et une certaine mise au rancart de leur propre communauté, trop avide de jeunesse.

Même en pleine semaine de Divers/Cité tapageuse, on les entend peu: un grand-père homo presbyte froufroute moins fort qu'un travesti outré et en retard, c'est connu. Ils préfèrent la pénombre aux projecteurs, une vieille habitude. Mais ils existent. J'en ai trouvé une belle grappe.

Ils étaient bien 40 — à une tête blanche, une brosse poivre et sel ou une toison «Just for Men» près. Comme tous les dimanches, ils avaient réservé plusieurs tables au fin fond du Food Resto Lounge. Un établissement type au coeur du fameux Village: «absolument génial», d'après Machin; «horrible, horrible, horrible», selon Chouette, si on se fie aux fines bouches dilettantes qui alimentent

[restomontreal.ca](http://restomontreal.ca).

Surprise: un des convives affichait (pas mal) moins de kilomètres au compteur que moi. D'emblée, je supputai: sûrement le fils ou le petit-fils venu bruncher avec les potes de papa ou de papy. Pantoute, appris-je: le petit jeunot était une saison dans un couple printemps-hiver, formé l'été dernier. Et un véritable amour, qui plus est. Comme quoi tout est encore possible, même à l'automne de la vie.

Le joli minois de mai mis à part, tous les messieurs ici rassemblés étaient membres de l'ARC, les Aînés et retraités de la communauté. La communauté... quoi? La communauté. Point. «Quand le nom de l'association a été choisi, j'en avais suggéré un où le terme gay apparaissait, m'a expliqué Jean B. J'ai été battu à plate couture: il ne fallait pas que ça paraisse. C'est très facile de deviner pourquoi. On a un certain nombre de membres qui sont incapables de s'afficher à ce point.»

Secrétaire de l'ARC, retraité de l'enseignement, Jean B. m'avait réservé une place en face de la sienne, avec «journaliste» écrit sur un carton et un café encore chaud (qui goûtait le carton, mais ce sont les attentions que j'ai goûtées). Jean B., je l'ai reconnu entre 40 aînés, à un chauve près; sa binette figure en page d'accueil du site Web de l'association, où il prend la pose avec les autres membres de l'exécutif: Raymond B., Gilbert O., Lionel L... Pourquoi cet anonymat, monsieur B.? Le Québec n'est pas l'Iran, où l'on pend les homos en public, ce qui est un non-sens puisque, selon le président Ahmadinejad, ce «phénomène» n'existe pas dans son pays.

«C'est l'esprit de l'association. Personnellement, ça ne me dérange pas qu'on sache mon identité, je m'appelle Jean Boisvert. Mais comme personne n'écrit son nom de famille... Et c'est toujours un défi de réunir suffisamment de monde pour participer au fameux Défilé de la fierté.» L'an dernier, 23 membres de l'ARC (sur 120) ont répondu à l'appel. «Quand nous sommes passés devant la commentatrice du défilé, elle a crié: "Y'ézon laissés sortir; ça va swinguer à l'hospice tout à l'heure!" Quelques-uns ne l'ont pas trouvée drôle, moi oui.»

J'ai regardé alors ces hommes qui terminaient leur repas, guillerets, heureux d'être gays ensemble, oubliant l'espace de quelques heures la solitude et une certaine mise au rancart de leur propre communauté trop avide de jeunesse. Des survivants d'une époque où ils étaient de dangereux hors-la-loi pervers, amoraux et anormaux, entre autres qualificatifs, aujourd'hui libres de suivre d'un oeil appréciateur le galbe de deux miches mâles en route vers les w.-c. Les water-closets. Belle coïncidence. Les toilettes ont longtemps été (et le sont encore) un haut lieu de rencontres clandestines. Et pour ce qui est du «closet», le placard, ils savent ce que c'est. Certains l'habitent encore en partie, les autres ont résilié le bail sans pour autant oublier l'odeur de renfermé et le tissu de mensonges qu'ils y ont laissé.

L'histoire de Pierre-Paul

«C'est Janette Bertrand qui m'a mis au monde.» Assis à la droite de Jean, «l'enfant» de madame Bertrand, un septuagénaire prénommé Pierre-Paul, me fixait depuis un bon moment. Il ne me draguait pas. Pierre-Paul a grandi dans une famille très religieuse; nous étions dimanche, il avait envie de se confesser, j'étais là pour écouter.

Janette avait invité des pères gays à venir parler pour parler à son émission. Pierre-Paul, marié depuis plus d'un quart de siècle et père d'un grand garçon, ne pouvait le croire: il n'était donc pas le seul à vivre dans un cauchemar? «La nuit, dans mes rêves, je couchais avec des hommes; le matin je pleurais. Je n'acceptais pas, je ne comprenais pas pourquoi j'étais comme ça. Je me refusais à regarder les hommes. Je parlais contre les gays.»

Pendant encore une dizaine d'années, il a continué la mascarade, «par peur du rejet». Ce qui est arrivé quand l'une de ses soeurs fut mise au parfum. «J'ai compris ses réticences. Un jour, peut-être, elle l'acceptera. Moi, ça m'a pris 35 ans.»

Depuis, son ex-femme a rencontré un autre homme. Et Pierre-Paul? Il n'a pas eu la même chance. Je n'ai pas osé lui demander s'il avait un jour connu l'amour, le genre qui hantait ses nuits. J'ai redouté sa réponse. «Je ne regrette pas ma vie, a-t-il ajouté, peut-être pour me rassurer. Je suis arrière-grand-père, ça m'a apporté beaucoup. Mon fils et moi, on se téléphone toutes les semaines. Je lui dis souvent: "Tu sais, c'est pas facile pour papa de vivre dans la minorité. Souvent, il faut retourner dans le placard."»

Là où il vit, dans un immeuble à logements, il craint que «ça» se sache. Et redoute le jour où il sera obligé d'entrer dans une maison de retraite «normale». «Je peux comprendre qu'un hétéro qui vit avec sa femme depuis 60 ans ait de la difficulté à concevoir que deux hommes puissent s'aimer. Mais ce sera difficile, je serai obligé de me censurer. Chez moi, j'ai des photos artistiques qui définissent mon orientation.» Je l'ai regardé, soupçonneux: «Artistique, Pierre-Paul?» Il a ri. «Oui, artistique. Et quand des gens viennent à la maison...» Vous les retournent, et derrière c'est la Vierge Marie? «Non. Je suis à l'aise, je les laisse comme ça.»

\*\*\*

Divers/Cité, la fête gaie de Montréal, jusqu'au 2 août

Food Resto Lounge, 1470, rue Sainte-Catherine Est.

\*\*\*

Trudeau, ce héros

1969: 40e anniversaire de Woodstock et d'«On a marché sur la Lune»? Pourquoi pas, si on aime la boue et les cratères. Mais pour tous les gays au pays, même ceux qui boudent le Village et ont horreur de Dalida, «1969, c'est l'an 1 de nos revendications», dit Laurent

McCutcheon. Pour ce militant de longue date, président de Gai écoute et de la Fondation Émergence, l'adoption du «bill omnibus» — qui décriminalisa l'acte homosexuel (la sodomie) entre adultes consentants en privé au Canada, jusque-là passible de cinq à quatorze ans d'emprisonnement — représente un petit pas pour l'homme, mais un bond de géant pour les homos.

J.-Y. G. En 1969, vous aviez...?

L. M. Vingt-six ans. Je travaillais dans la fonction publique comme éducateur chez les jeunes délinquants. Comme je n'étais pas marié, on me présentait des filles trois fois par semaine. J'étais populaire, j'avais un style qui plaisait aux femmes.

J.-Y. G. Tombeur, va!

L. M. J'étais plutôt macho, costaud. Personne ne se doutait de rien. Je suis sorti avec des filles un certain temps.

J.-Y. G. Comment viviez-vous votre homosexualité?

L. M. Je ne pouvais accepter une chose que la société considérait comme un acte criminel et une maladie mentale. Je ne savais même pas ce que c'était. Par contre, je savais que c'était un stigmaté, je vivais dans la peur de rencontrer quelqu'un, d'être démasqué, de perdre ma famille, mon travail et mes amis, et comme en plus je travaillais avec des jeunes...

J.-Y. G. Vous êtes sorti du placard assez tôt, à une époque où, peu importe qu'on fût gay, lesbienne ou transsexuel(le), ça prenait vraiment des couilles.

L. M. J'ai fait mon coming out public vers 1975. Dans mon milieu de travail, quelques-uns l'ont su, par un ami d'un ami qui l'a dit à un autre. Des âmes charitables se sont chargées de diffuser la bonne nouvelle... Mais j'avais l'avantage d'être le directeur.

J.-Y. G. Qui dit «bill omnibus» pense Pierre-Elliott Trudeau, qui a voulu «sortir l'État des chambres à coucher de la nation» dès 1967, quand il était ministre de la Justice.

L. M. Il fallait quelqu'un d'exceptionnel, dans ce temps-là, pour parler d'homosexualité. Personne d'autre que Trudeau, une mégastar en pleine trudeaumanie, aurait pu faire ça. En 2005, la Fondation Émergence lui a remis à titre posthume le prix Lutte contre l'homophobie. Alexandre, son fils, est venu le chercher.

J.-Y. G. Avez-vous dans votre salon une photo de lui avec des cierges, un genre d'ex-



voto?

L. M. (Grand éclat de rire). Non. Sérieusement, le seul gouvernement qui a fait quelque chose pour le droit des gays sans y être forcé par les tribunaux, c'est celui de Trudeau. Indépendamment de la question politique, dans ce dossier, Trudeau a été vraiment remarquable.

## L'homosexualité des personnes âgées: briser le mur du silence

[Caroline Montpetit](#) 4 mai 2009 Société



Photo : Jacques Nadeau

Diane Heffernan, coordonnatrice du Réseau des lesbiennes du Québec, et Diane Bordeleau participaient hier à une conférence de presse sur la sensibilisation à l'homosexualité dans les centres d'accueil du Québec.

L'homosexualité demeure un grand tabou dans les résidences pour personnes âgées. Et le ministère responsable des Aînés au Québec a décidé de les aider à briser le silence.

Un homme âgé n'ose pas poser la photographie de son conjoint sur sa table de chevet, par crainte du jugement de ses pairs. Une femme maquille son passé de lesbienne lorsqu'elle doit partager son repas avec les autres usagers du centre d'accueil où elle vit. Par peur de l'ostracisme ou du harcèlement, les aînés vivant en résidences pour personnes âgées cachent leur homosexualité, ce qui fait d'eux une population vulnérable à l'isolement.

C'est la conclusion à laquelle sont venus deux organismes de soutien aux homosexuels, Gai Écoute et le Réseau des lesbiennes du Québec, au moment de remettre leurs mémoires respectifs à la commission des aînés tenue en 2008.

Dans les faits, le tabou entourant l'homosexualité est tel que les deux organismes n'ont réussi à trouver aucun homosexuel avoué dans les centres d'hébergement pour personnes âgées du Québec. Lorsque le Réseau des lesbiennes du Québec a tenté d'organiser la diffusion d'une vidéo sur le mouvement de sensibilisation à la condition lesbienne dans ces centres d'hébergement, certaines personnes ayant assisté à la diffusion de la vidéo ont été ensuite étiquetées d'homosexuelles et harcelées par des membres de leur milieu. «Le curé avait dit aux résident(e)s de ne pas venir», souligne Diane Heffernan, coordonnatrice du Réseau des lesbiennes du Québec. Et aucun de ces centres d'hébergement n'a accepté d'accueillir la conférence de presse que la ministre responsable des Aînés, Marguerite Blais, donnait hier sur la question.

Le ministère voulait tenir l'événement dans un milieu où il y aurait des personnes âgées, expliquait hier la ministre Blais, qui donnait sa conférence au centre Saint-Pierre à Montréal, mais les centres ont décliné l'invitation les uns après les autres, de peur d'être considérés comme étant des centres d'hébergement spécialisés dans les services aux homosexuels.

Dans l'ensemble des services réservés aux personnes âgées, qu'il s'agisse de la Fédération de l'âge d'or du Québec, des centres d'accueil, des facultés de gériatrie ou de l'université du troisième âge, il n'est jamais question d'homosexualité, déplore Laurent McCutcheon, président de Gai Écoute. Pourtant, on estime qu'environ 10 % de la population, tous âges confondus, est homosexuelle.

On sait que l'homosexualité n'a été légalisée au Canada qu'en 1969. La génération actuelle des aînés est donc sans doute encore stigmatisée par cette censure. Aujourd'hui, précise la ministre Blais, ce sont les baby-boomers qui vieillissent. Ils ont vécu dans une société largement libérée de ses tabous et veulent vieillir de la même façon.

De l'aide

Pour répondre aux préoccupations des deux organismes, la ministre responsable des Aînés, Marguerite Blais, a annoncé hier le versement de deux enveloppes destinées à la promotion des projets de sensibilisation du personnel soignant à la réalité des aînés homosexuels. Gai Écoute recevra 400 000 \$ sur quatre ans pour produire une trousse d'information sur la question destinée aux intervenants du réseau d'hébergement, de la santé, des soins à domicile, du milieu communautaire et aux aidants naturels. Les membres de l'organisme doivent également monter un site Internet «spécialisé sur la question du vieillissement des personnes aînées lesbiennes, gaies, bissexuelles et transgenres». Ces initiatives font partie du projet Pour que vieillir soit gai, visant la démythification de l'homosexualité chez les personnes âgées. Le regroupement des

lesbiennes du Québec recevra pour sa part 120 000 \$ sur trois ans pour diffuser et animer la vidéo intitulée Portraits de lesbiennes aînées, mettant en scène les expériences respectives de lesbiennes assumées.

## **Les victimes de l'homophobie se retrouvent aussi à l'école**

[Louise-Maude Rioux Soucy](#) 28 septembre 2007 Éducation

La différence sexuelle est une croix qui peut être bien lourde à porter dans nos écoles secondaires où règne un véritable «climat de terreur», selon les mots utilisés hier par le chercheur principal d'une étude du Groupe de recherche et d'intervention sociale gaies et lesbiennes (GRIS-Montréal). C'est qu'un peu moins du tiers des élèves interrogés affirment avoir été les victimes de cette guerre des nerfs qui, sous ses dehors anodins, cache une grande détresse.

## **Amours adolescentes et homosexualité**

[Carole Tremblay](#) 12 mai 2007 Livres

Deux romans publiés simultanément à L'École des loisirs relatent la découverte par des adolescents de leur homosexualité.

## **Pas facile d'être gai en région**

[Félix-Antoine Lorrain](#) 29 juillet 2006 Société

Si les homosexuels ont réussi à se créer un petit havre de paix dans le village gai de Montréal, il n'en va pas de même dans tous les villages du Québec. Hors des centres urbains, la stigmatisation des gais est bien réelle. C'est du moins le constat fait à l'occasion d'un atelier sur l'homosexualité en région, tenu dans le cadre de la Conférence internationale sur les droits humains des lesbiennes, gais, bisexuels et transgenres (LGBT).

## **Certains pays prévoient encore la peine de mort pour les homosexuels - Des droits à conquérir**

**La situation des gais et lesbiennes fluctue entre avant-gardisme législatif et absence totale de droits**

[Guillaume Bourqault-Côté](#) 22 juillet 2006 Société



Photo : Agence Reuters

C'est entre des extrêmes témoignant des vastes différences culturelles du monde que se situe l'état des droits des homosexuels sur la planète en 2006. Alors que quelques pays reconnaissent le mariage entre homosexuels, d'autres prévoient encore la peine de mort ou la prison pour ceux qui s'aiment à la Verlaine et Rimbaud. Un grand leader sur cette carte géo-homosexuelle mondiale: le Canada, chef de file de la tolérance et de la reconnaissance.

L'arc-en-ciel gai n'a pas les mêmes couleurs partout dans le monde. Bien éclatant au Canada et en Europe, il est pratiquement invisible en Afrique et dans le monde arabe. Ailleurs, on parlera plutôt d'un coloris discret, en demi-teinte. Ainsi, d'un continent à l'autre, la planète homo balance entre avant-gardisme législatif et absence totale de droits.

À la fin des années 60, le ministre de la Justice du Canada, Pierre Elliott Trudeau, déclare que «l'État n'a pas d'affaire dans la chambre à coucher» des citoyens. C'est l'époque de la loi Omnibus, qui décriminalise l'homosexualité au pays. Pour les Canadiens, c'est là une histoire ancienne, réglée et acceptée dans une large mesure. Mais pour les citoyens de plus de 80 pays, ce concept d'une égalité des droits pour les gais et lesbiennes sonne encore comme une lointaine promesse incertaine.

La lecture des lois de ces pays anti-gais fait ressortir un lexique abandonné depuis longtemps ici: actes contre nature, péché, maladie, déviance, trahison de la culture, les accusations pleuvent sur ceux que les rafles policières fauchent. Les condamnations varient. Des amendes, des années de prison, ou jusqu'à la mort dans quelques pays, souvent guidés par la charia islamique, qui interdit strictement la sodomie. Le Yémen, l'Iran, l'Arabie Saoudite, la Mauritanie, le Soudan, le Pakistan, les Émirats arabes unis et certaines provinces du Nigeria sont ainsi membres du groupe des exécutants

d'homosexuels. L'Afghanistan taliban en porte encore le souvenir.

### Illégal

Une étude publiée plus tôt cette année par l'université Södertörn de Suède recense 87 pays où l'homosexualité est d'une manière ou d'une autre encore illégale. Les statistiques en ce sens diffèrent un peu selon les études, parce que les lois ne sont pas toujours appliquées rigoureusement ou qu'à certains endroits seule la sodomie est pénalisée, ce qui laisse théoriquement les lesbiennes en dehors du problème légal. À quelques endroits, les lois ne sont pas clairement tournées contre les homosexuels, mais leur interprétation peut facilement les inclure. C'est donc au final une bonne partie du globe qui ne tolère pas l'amour homosexuel.

Dans ce tableau de l'intolérance, l'Afrique «s'illustre». À l'exception notable de l'Afrique du Sud, où toute discrimination sexuelle est interdite, la majorité du continent continue de punir sévèrement gais et lesbiennes. En Namibie, en Ouganda et en Zambie, entre autres, les organisations de défense des droits des homosexuels rapportent plusieurs attaques ciblées. On parle d'une «homophobie grave alimentée par une rhétorique officielle associant l'homosexualité à une culture importée par les colons», donc contraire à la culture africaine. C'est Robert Mugabe, président du Zimbabwe, qui disait en 2000 que «l'homosexualité est une tare de la société blanche, qui ne s'applique pas aux Africains».

Au Cameroun, une histoire récente est venue rappeler aux Occidentaux l'Amérique des années McCarthy. À la différence qu'ici, les sorcières sont homosexuelles, et non communistes. Mais on parle bien d'une chasse, néanmoins: car des périodiques du pays ont publié une liste contenant 50 noms de personnalités politiques et médiatiques soupçonnées d'être homosexuelles...

### Entre tolérance et acceptation

Mais l'Afrique est loin d'être la seule à mal accepter l'homosexualité. Si les lois sont plus permissives en Occident — plusieurs pays permettent maintenant une forme d'union civile —, on est loin de l'aboutissement général et de la tolérance tous azimuts. Dans son dernier rapport sur la situation des droits de l'homme dans le monde, Amnistie internationale indique un «climat d'intolérance envers les homosexuels» en Lettonie, en Pologne et en Roumanie. «Il n'y a pas de répression par la loi, affirme au Devoir le Polonais Robert Biedroń, de Campaign Against Homophobia. Mais tout est fait pour rendre les gais invisibles, pour qu'ils soient marginalisés au quotidien. On n'en entend jamais parler, ce qui fait notamment que 88 % de la population pense encore que c'est anormal.» En Russie, une militante rapporte que «la façon de bien vivre comme gai ou

lesbienne, c'est de se taire et de ne pas se montrer». Le maire de Moscou a d'ailleurs tout fait pour empêcher le défilé de la fierté gaie, en mai.

Le constat est semblable en Asie. Au contraire de l'Inde qui bannit toujours l'homosexualité (ce qui concerne donc 1,1 milliard d'êtres humains), la Chine permet officieusement à son 1,3 milliard d'habitants de vivre leur sexualité homosexuelle s'ils le désirent. Mais le phénomène homosexuel reste rare, indique-t-on. Les grandes villes ont quelques bars gais, sans plus. La discrétion est de mise. Certaines théories envisagent toutefois que le nombre d'homosexuels chinois augmentera dans les prochaines années... à cause du déséquilibre des sexes causé par le planning familial.

En Amérique latine, on remarque plusieurs incidents violents homophobes au Guatemala et au Brésil, entre autres. Il est par ailleurs partout très rare de voir un couple homosexuel se promener main dans la main, en dehors de quelques quartiers des grandes villes. Le Chili vient à peine de se doter d'une loi interdisant la discrimination à l'égard des minorités sexuelles, et encore, en 2004, un lycée avait tenté de renvoyer un étudiant qui s'affichait gai. «Il n'y a dans la région qu'un seul pays, le Nicaragua, où l'homosexualité est criminalisée, dit la militante Gloria Careaga Perez, professeure à la faculté de psychologie de l'UNAM, à Mexico. Mais il y a très peu de lois qui protègent spécifiquement les gais et lesbiennes. Le niveau de tolérance augmente chaque année, nous avons plusieurs gay pride, mais la nécessité d'un changement culturel profond est indéniable.»

À travers ce panorama — auquel on aurait pu ajouter la délicate situation américaine, où la tolérance et les lois varient grandement d'un État à l'autre —, le Canada fait donc figure de véritable Éden. Tous les guides de voyage consacrés au pays le confirment: pour les voyageurs gais, c'est une destination cinq étoiles. Le pays est devenu le troisième au monde à permettre le mariage entre conjoints de même sexe (loi C-38), après les Pays-Bas et la Belgique. L'Espagne fait maintenant aussi partie du club.

La question du mariage mettait un point final (à moins bien sûr que les conservateurs rouvrent le dossier) au processus de reconnaissance des droits de cette minorité entamé avec Trudeau. «Il y a eu une évolution incroyable de nos droits entre 1969 et 2005, rappelle Laurent McCautcheon, président de la Fondation Émergence. On est passé de la décriminalisation au mariage. Avec l'union civile et le mariage, on a fait sortir du débat la question de la relation sexuelle: on reconnaît maintenant la valeur de la relation amoureuse et affective. C'est un pas important.»

Aux yeux de l'avocat Julius Grey, cette évolution des droits des homosexuels représente un avancement aussi grand que celui obtenu par les Noirs, les femmes ou les juifs au fil des années. «Il y a 20 ans, ç'aurait été impossible, dit-il. Je me souviens que j'essayais

de faire en sorte qu'on accepte des réfugiés parce qu'ils étaient homosexuels [et qu'ils pourraient être maltraités chez eux], mais il y avait un mur. Non pas que les gens étaient homophobes, mais il y avait quelque chose qui est maintenant tombé. C'est une grande victoire.»

Victoire qui n'est toutefois pas complète, estime Laurent McCatcheon. Car il y a toujours des préjugés à faire tomber au Québec et au Canada. «Le juridique est réglé, mais il reste à travailler l'égalité sociale. On vit dans une société tolérante, pas de doute. On n'est plus à l'époque de nos premières manifestations, où on se faisait injurier. L'évolution a été incroyable. Mais ça ne veut pas dire que tout le monde l'accepte.» Un sondage réalisé par Léger Marketing en 2004 révélait ainsi qu'un Canadien sur deux considère l'homosexualité comme une chose anormale... même s'ils sont prêts à la tolérer, incités en ce sens par les lois. C'est un peu pourquoi M. McCatcheon milite pour doter le Québec d'une politique nationale de lutte contre l'homophobie, afin «que chaque programme du gouvernement tienne compte de cette question».

Pour ceux qui n'en sont pas encore là, toutefois, la Déclaration de Montréal qui sera acheminée à l'ONU après la Conférence internationale sur les droits humains des LGBT (lesbiennes, gais, bissexuels et transgenres) revêt une importance particulière. En préouverture des Outgames, la Conférence se tiendra de mercredi à samedi à Montréal, et plusieurs ateliers sont prévus autour de la question des droits garantis des LGBT à travers le monde.

«Je ne pense pas qu'une déclaration comme ça changera notre quotidien du jour au lendemain, exprime Robert Biedroñ. Mais ce type de document signé par une foule de pays est important pour la reconnaissance de notre dignité. Nous parlons d'êtres humains, ici.» Qui demandent essentiellement le droit de vivre librement.

## **Afrique, Asie, Amérique du Sud et Europe de l'Est - Des droits bafoués et violés**

### **L'avocate Alice Nkom décrit le cas du Cameroun**

[Réginald Harvey](#) 15 juillet 2006 Société

Les communautés gaie, lesbienne, bissexuelle et transgenre (LGBT) ne bénéficient pas des mêmes droits humains d'un endroit à l'autre de la planète. Dans plusieurs pays africains, asiatiques, latino-américains et européens de l'Est, certains droits essentiels ne leur sont tout simplement pas accordés ou sont systématiquement violés.

Ces droits, qui sont appliqués et respectés dans une large mesure au Canada, aux États-Unis, en Europe de l'Ouest, en Afrique du Sud, en Australie et en Nouvelle-Zélande, reposent sur trois paramètres de base: celui d'être protégé contre la violence d'État et la violence privée, celui de la liberté d'expression, d'assemblée et d'association, ainsi que

celui sur la liberté de pratiquer une activité sexuelle avec un ou une partenaire de même sexe.

Maître Alice Nkom est avocate au Barreau du Cameroun depuis 37 ans. Elle est profondément engagée dans des causes majeures comme la lutte contre le sida et la mise en valeur des droits humains et de la démocratie. Elle est de plus la présidente fondatrice de l'Association pour la défense des homosexuels au Cameroun (ADEFHO). Il y a plus d'un an, elle épousait la cause d'un groupe de jeunes hommes que le ministère public avait envoyé derrière les barreaux pour crime d'ordre sexuel: «Je viens de terminer la première étape de la défense de neuf Camerounais présumés homosexuels qui, après avoir été placés sous mandat de dépôt le 1er juin 2005, ont bénéficié d'un jugement en vertu duquel le tribunal de première instance de Yaoundé leur a permis de recouvrer leur liberté le 12 juin 2006, soit après 12 mois et deux semaines de détention.»

Ces personnes avaient été arrêtées au cours d'une rafle dans un bar impliquant plus de 30 personnes; les plus fortunées ont pu s'en tirer en payant le prix nécessaire, mais neuf d'entre elles ont été mises en accusation par un procureur homophobe qui a pris les mesures légales pour les jeter en prison sans preuves appropriées. L'un des inculpés décédera le jour de sa libération à la suite de la dégradation de son état de santé durant son séjour derrière les barreaux. De son côté, le plus jeune détenu a subi des actes de violence et des agressions en prison.

#### La loi et l'homosexualité

Au Cameroun, l'article 347 du Code pénal punit et réprime celui qui a un rapport sexuel avec une personne du même sexe. Les peines à encourir peuvent aller de six mois à 15 ans d'emprisonnement, sans compter une amende de 20 000 à 200 000 francs CFA (1 euro = 655,96 francs CFA). Cet article est issu d'une ordonnance datant de 1972, qui est en opposition avec un autre article adopté en 1996 et portant sur la révision de la Constitution; celui-ci réserve à la seule loi votée par le Parlement l'exclusivité de la détermination des crimes et des délits ainsi que des peines et des procédures. Maître Nkom élabore: «Dans un système normatif cohérent, cette ordonnance de 1972 ne peut pas servir de base légale à une condamnation dans la mesure où elle est illégale et en parfaite opposition avec la loi précitée, qui lui est supérieure.»

L'avocate cite en exemple la militante noire américaine Rosa Parks, qui lutta en Arizona contre la ségrégation entre Blanc et Noirs dans les autobus en défiant la loi dans les années 1950. Elle plaide en ces mots: «Il faut que nous nous transformions en Rosa Parks pour obtenir la dépénalisation de l'homosexualité en tant qu'orientation sexuelle illustrant simplement et parfaitement la beauté de la création, mais aussi comme étant



un droit humain fondamental et sacré dont le respect s'impose à tous.»

Elle déplore d'ailleurs que les magistrats du parquet et du siège lisent et appliquent l'article 347 sans en examiner le fond par rapport aux autres textes et normes législatifs, telle la loi de 1996.

#### Un contexte défavorable

Il y a quelques mois, une liste de 50 présumés homosexuels, des dirigeants identifiés comme étant les responsables de tous les maux accablant le pays, était rendue publique. Au même moment, certains récupéraient cette information incendiaire pour déstabiliser un régime présenté comme l'incarnation même de l'homosexualité. Peu de temps auparavant, l'évêque de Yaoundé, Tonye Bakot, avait à son tour fustigé les homosexuels dans une longue homélie. Comment expliquer que les gais du Cameroun soient en quelque sorte devenus les boucs émissaires de toute une société? «Le pays vit des moments extrêmement difficiles sur les plans économique et social, ce qui peut, à mon avis, expliquer les dérives qu'on a connues ces jours-ci», répond Mme Nkom. «En janvier et en février 2006, les Camerounais étaient dans l'attente de la conclusion de l'initiative prise envers les pays pauvres et très endettés, au lendemain des fêtes de fin d'année qui s'étaient déroulées dans un climat de morosité visible. La population est aux prises avec la pression fiscale, la hausse des prix des produits de première nécessité et, surtout, avec le chômage.»

Dans le concert de dénigrement envers cette minorité, l'Association de défense des homosexuels, qui existe depuis trois ans et dont elle est la fondatrice et présidente, est sortie de l'ombre. «Elle a fait entendre sa voix dans ce débat public et houleux qui s'est déroulé sous ses yeux. Nous avons attiré l'attention des populations sur les neuf personnes qui croupissaient en prison dans l'indifférence totale.» Une lettre ouverte a aussi été adressée à l'un des journaux qui avait publié la liste suspecte.

Les jeunes du mouvement ont organisé une conférence dont le thème était «L'homosexualité: nature ou perversion. La répression est-elle la réponse?» De nombreuses personnes ont été interpellées par ce questionnement.

#### Visions de continents

La juriste pose ce constat: «En Afrique et en Asie, le problème de l'homosexualité constitue un sujet généralement tabou. Ceux qui le sont gardent le silence par crainte d'être rejetés. Ceux qui ne le sont pas tentent de cacher qu'il existe dans leur entourage un être cher qui l'est, de peur de s'attirer le mépris, les insultes et les quolibets, par crainte d'être confondus avec lui et déconsidérés. Alors, tout le monde préfère instaurer

la loi de l'"omerta".»

Elle poursuit: «Les sociétés africaines sont de celles qui sont plus traditionalistes que modernes et on ne peut pas nier que la culture influence sérieusement la perception de ce problème par les uns et les autres. Tout comme la religion, d'ailleurs. Il faut se souvenir qu'ici, c'est bien un évêque qui a entrepris la croisade homophobe en décembre 2005; il était lui-même influencé par la vision papale, dont il dépend hiérarchiquement.»

Pour améliorer le sort de cette minorité condamnée sur les plans culturel et religieux, elle croit nécessaire de renforcer les capacités d'action des associations en faveur des homosexuels. Les populations doivent être davantage sensibilisées et informées sur la réalité homosexuelle. Des lieux de rencontre et des centres d'activités pour homosexuels devraient être mis sur pied pour éviter les situations d'affrontement et de violence. De plus, les jeunes Africains auraient intérêt à effectuer des séjours dans d'autres pays, qui sont plus évolués en matière des droits humains des minorités sexuelles, pour apprendre à s'organiser et à se structurer pour le combat à livrer.

L'avocate ajoute: «Il faut montrer des modèles de réussite, de savoir et de beauté, pour susciter fierté et espoir. Pour le moment, on doit absolument renforcer les capacités d'intervention, d'action et de soutien des ONG opérant en faveur de cette minorité.»

## **The Ottawa Citizen**

### **Elaina Martin**

By Janet Wilson, The Ottawa Citizen June 12, 2010



## **Elaina Martin is the founder of Westfest, a community gathering that spans 14 blocks along Richmond Road.**

***Photograph by: Image supplied, The Ottawa Citizen***

There's a pop explosion in Ottawa -- at the National Gallery, Bluesfest and this weekend at Westfest.

"We'll be handing out 2,000 Pop Rocks in Westboro," says Westfest founder Elaina

Martin. "Our festival vibe this year is all about pop music. We'll be playing this up with lots of funky colours and funky times."

The theme is a nod to pop bands such as Sloan, tonight's headliner, who topped the charts in the 1990s, but who are back on the tour circuit. The National Gallery's summer show, Pop Life: Art in a Material World, which opened yesterday, is also about pop art.

Now in its seventh year, Westfest spans 14 blocks along Richmond Road. It's estimated 200,000 people will attend its concerts, literature readings, spoken word events and check out performance art.

"We have a far-reaching mandate and work hard to make Westfest and its art and music accessible and inclusive," says

Martin. "It doesn't matter if you are rich or poor, you can still come down and experience everything. The festival welcomes all and offers an eclectic mix for all tastes."

Martin maintains that as long as she's at the helm -- and she has no plans to go anywhere -- Westfest will be free.

In fact, the 40-year-old is already thinking ahead to the festival's 10-year anniversary and has plans to run a 10-day event over two full weekends.

It takes the tenacious producer and her five full-time staff a year to put together the festival. Salaries are paid for from grants and sponsors. The festival's budget is nearly \$500,000, which comes from many businesses located in Westboro.

Westfest started as a one-day event in 2004. The next year, it expanded to two days and by 2007 lengthened to three days. Past headliners include Jane Siberry, Kathleen Edwards and Buffy Sainte-Marie.

"I love my life and the things I get to do with it."

Martin, who grew up in Sudbury and has Mohawk and Métis roots, says her difficult teen years helped shape the person she is today. After coming out as a lesbian at the age of 17, she struggled with gay-bashing and homophobia.

But as a singer and guitarist, Martin used her talent as a way to co-exist in her working-class city.

"I had to be creative. I entertained people with song and spoken word. I'm out and everyone working around me has to be queer positive."

Indeed, for 15 years Martin was a professional entertainer touring throughout North America and opening for the likes of Jann

Arden, the Indigo Girls and Sarah Harmer.

Martin "got out when the going was good" leaving her musical career on a high note in turn focusing on event production -- her other great love. She was behind such events as Cornucopia, Natural Disaster and the Rock City Women's Fest, a summer musicfest near Wakefield.

Martin continues to work as executive director of the Westboro Village Business Improvement Area, a post left vacant about four years ago by Christine Leadman when she was elected to Ottawa City Council. Martin hopes to leave this position later this year.

- For festival information, visit [westfest.ca](http://westfest.ca)

## MARTIN'S MANDATE

**I am most happiest** when listening to music and looking over the water at my cottage in Quebec with my partner and dogs.

**I'm most thankful** for my life, my strength and perseverance. I'm thankful for making it this far and for being able to mentor others. I've had a lot of struggles in my life so I'm proud of what I've achieved.

**If I could perform with anyone** it would have been Johnny Cash. He was brilliant. I grew up country and western.

**I can't live without** my BlackBerry.

**My craziest moment** was when a typhoon or something hit Westfest in 2007 just before Newfoundlanders Shanneyganock came on. There was actually a tornado watch. Canopies were flying around. It rained hard for about an hour and then we continued.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Read more:

<http://www.ottawacitizen.com/entertainment/Elaina+Martin/3144763/story.html#ixzz0qgzqQMXc>

## Burke continues to be there for his son, taking stand against bullying

By John MacKinnon., Canwest News Service May 19, 2010

Sports people talk all the time about teams being "families," a mostly harmless fiction, but a fiction, nonetheless, particularly in the tough, performance-based business of professional team sports.

Few pro sports figures project a tougher, more macho image than Toronto Maple Leafs general manager Brian Burke. And few have demonstrated familial love and support as powerfully, and with as much vulnerability, as has Burke.

He demonstrated that love last November when his son, Brendan, a former hockey player, openly declared his homosexuality, with his proud father standing right by his side.

He demonstrated that love again, under the worst circumstances, in February after his son died in an automobile accident on his way back to school at Miami (Ohio) University, where Brendan was a student manager for the varsity men's hockey team.

And on Monday, honouring the legacy of his son, Brian Burke was the keynote speaker at the launch of the website MyGsa.ca, which Egale Canada set up as a support resource to help lesbian, gay, bisexual, transgendered and those questioning their sexual orientation.

If Brendan Burke became a hero in the gay community -- and he did -- for being open about his sexual orientation, Brian Burke has become a hero for honouring his son's memory by lending his profile and his voice to a position many in the world of sport would not.

"I hate bullies," Burke said Monday, at a news conference held on International Day Against Homophobia and Transphobia. "We need to get to a point where bullying is eradicated, not punished, not a situation where tools are put in to deal with it -- but to where it doesn't happen."

Society is a long way from that day and that includes pro sports like hockey, which remains unfriendly to gays at best, if not downright homophobic.

When ex-NBA player John Amaechi became the first pro basketball player to declare his homosexuality in February 2007, he also became just one of six former athletes in the NBA, NFL or MLB to choose to do so.

No NHL player has ever done so, although Burke, for one, is certain there are gay athletes in the NHL, and that it's "only a matter of time" before it becomes possible for a pro hockey player to speak openly about his sexual orientation.

Perhaps.

After Amaechi published his book *Man in the Middle* and shook up the NBA with his declaration, a chat with some NHL players suggested the culture is uncomfortable merely talking about the subject, much less facing the reality of it openly.

Asked if he could accept playing with a gay teammate, one player thought about it for a minute or two before saying it would be fine, so long as the player changed and showered in a separate room.

For an aggressively heterosexual culture (to put it mildly) such as the one that exists in pro hockey, homosexuality remains a major taboo.

When his son chose to come out, Burke was under no illusions about the possible implications for Brendan, both in the hockey culture and the wider society.

"I was afraid for his safety," Burke told a Toronto reporter. "I said, 'You need to have eyes on the back of your head.'"

You certainly need support, from teammates, from coaches, managers, parents and on and on. And that is where

Brian Burke is making his biggest contribution on this issue.

"It is extremely important for people of Brian's stature to come forward and speak out about bullying in our schools," Helen Kennedy, executive director of Egale told reporters on Monday.

It is often said that today's young people have grown up in a post-racial, open-minded ethos, and there is something in that. The actions of the Woodstock High School Lady Thunder hockey team in New Brunswick support that view.

That New Brunswick-based team earned the 2009 New Brunswick Human Rights Award after the players stood up to bullies taunting two teammates about their sexual orientation.

After the two teammates were taunted, snubbed at the postgame handshake and treated rudely and refused service at a fast-food restaurant, the Lady Thunder girls circulated rainbow-coloured buttons with the word "homophobia" crossed out.

That episode predates Burke lending his considerable profile and credibility to this issue. You have to think other players on other teams -- not to mention other coaches, parents, managers and so forth across Canada -- will draw strength from Brian Burke's decision to speak out on homophobia, as well.

"This is something my son would have supported," Burke said Monday. "I think I owe him that."

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Read more:

<http://www.ottawacitizen.com/life/Burke+continues+there+taking+stand+against+bullyin+g/3044906/story.html#ixzz0qh0WF600>

## **Breaking silence of gay victims**

By Kelly Egan, The Ottawa Citizen April 21, 2010

Take the badge and gun away, and cops are just people, in all colours and sizes.

Like Brett Parson. He works as a patrol sergeant and is built like a patrol car -- six feet tall, 290 pounds. And he's gay.

Sgt. Parson is well-known in Washington, D.C., as one of the first leaders, in 2001, of the department's Gay and Lesbian Liaison Unit.

You might think of a police force as a bastion of homophobia and, to wit, the officer has had the odd nasty thing taped to his locker. Sgt. Parson, 42, isn't fazed.

"I'm a rather intimidating-looking person. Not a lot of people line up to (mess) with me."

The officer is the keynote speaker at a conference that opens in Ottawa today on the topic of law enforcement and its relationship to the city's gay, lesbian, bisexual and transgender community.

Parson is one to burst bubbles.

He's a former hockey referee, reaching as high as the NHL's training program, where he whistled some exhibition games.

Philly bad boy Bobby Clarke, he recalled, once warmly greeted him on the ice by calling him a name that rhymes with "brass-roll."

"That's one of the major accomplishments of my career."

So, why him, why now, why here?

By some estimates, only about 10 per cent of crimes committed against homosexuals are ever reported to police. The reasons are many -- fear of "outing," job loss, repercussions from family, the public glare of courts, general mistrust of the police.

In many cities, like Ottawa, police reach out to the community with a liaison committee -- contact points, with mixed police-civilian boards, to build ongoing relations.

Washington went further. It actually created a storefront office with assigned officers to work with the gay community -- not as a PR gesture, but as a crime-fighting tool. Some were gay, some not -- but the sensitivity had to be there.



"If a victim of a crime doesn't sense some form of respect from the person investigating, they're going to shut down on you," said the officer.

"They've already been victimized. They've already been traumatized. So they're not going to subject themselves to it yet again, this time by someone in a uniform."

Sgt. Parson agrees with the suggestion that people are people and crime is crime. But he countered with this: "You would never think of sending a patrol officer to disarm a bomb."

Or why, typically, are sexual assault victims interviewed by female officers?

"You're talking about providing people who have a sensitivity and an awareness," said Sgt. Parson. "It makes for better policing."

One of the themes to be explored Thursday is the under-reporting of homophobic violence.

"In the 10 years I was in charge, countless people came to me with stories about crimes that had been committed against them they had not reported at the time because they didn't feel safe," said Sgt. Parson.

As a consequence, resources aren't allocated properly and issues such as domestic violence are allowed to escalate unchecked.

"The next thing you know is you have a dead person and everyone is saying 'Oh my God, I had no idea.'"

The Ottawa police have a GLBT liaison committee. It meets monthly and has members from specialty units (hate crimes, partner assault, diversity), in addition to community and agency reps.

Chief Vern White said Tuesday that relations with the gay community are "good, but not good enough, to be fair. There's always a comfort and trust level that's not fully developed."

However, he says there has been a huge shift in attitudes during the past 20 years.

"What impresses me when we do have (GLBT) events, the vast majority of our officers who come out are straight."

In his career, he has seen a sea change with regard to homophobia in policing.

"Look, 28 years ago, when I started, there is no way a police officer would have come 'out.' Just no way.

"Today, it's not a discussion point."

He says there are openly gay officers on the Ottawa force, working without any major impediment.

At this point, he doesn't think a special GLBT enforcement unit is justified.

"My straight officers aren't going to become better at managing with those situations by never dealing with them."

Crimes motivated by sexual orientation do not appear to be numerous in Ottawa, with numbers described as "negligible" in 2008.

"Under-reporting is a very big issue," said Joyce Drouin, the GLBT liaison committee co-ordinator. The gay community's history with police enforcement has not always been rosy, she added. "But I think we're evolving."

Sgt. Parson will no doubt be a hit. In a 4,000-word profile in the Washington Post, he comes across as brash, larger than life, the "sheriff" of the gay capital, a man who wants to be a good cop first, a gay cop later, tireless in his outreach to the community.

Today's after-dinner talk is for conference delegates only. Thursday's proceedings, at St. John's Anglican on Elgin, are more open to the public. (For more information, check the Ottawa police website, ottawapolice.ca.)

Contact Kelly Egan at 613-726-5896 or by e-mail, kegan@thecitizen.canwest.com

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Read more:

<http://www.ottawacitizen.com/life/Breaking+silence+victims/2931910/story.html#ixzz0qh0mxdyX>

## **Mover & Shaker: Jeremy Dias**

By Janet Wilson, The Ottawa Citizen March 6, 2010



## Jeremy Dias of Jer's Vision.

*Photograph by: Image supplied , Jer's Vision Team*

He's queer, he's here, get used to it.

Jeremy Dias is only 26, but he's long been the poster boy for anti-bullying in Canada. At 17, while attending high school in Sault Ste. Marie, he began a legal case against his school and the Algoma District School Board because of the discrimination he received after coming out and for trying to make his school "queer-friendly."

"It was an unsafe environment," Dias says. "I was targeted as a victim of bullying by teachers and students because I was a gay, visible minority."

Dias, the son of South Asian immigrants, credits his mom, stepfather and brother for standing by him during this time.

Prompted by friends and family, Dias filed a complaint with the Ontario Human Rights Commission in 2002. The case was eventually settled by Dias, the school board and the Human Rights Commission with the school board paying him \$5,000 and offering programming to address homophobia in the board.

With the money he received, Dias, a University of Ottawa student, started an organization called Jer's Vision: Canada's Youth Diversity Initiative and the Jeremy Dias Scholarship ([jersvision.org](http://jersvision.org)).

The organization addresses discrimination of all kinds -- sex, age and race -- and offers youth the tools to deal with these issues in their community, school and workplace.

"After we launched this and our annual scholarship, people said they loved what we were doing and wanted us to do more."

In the last five years, Jer's Vision has grown into an organization with more than 800 volunteers, forming one of the country's largest anti-bullying organizations. His vision, now a national charity, includes more than 40 programs and youth committees. This year, they received more than \$75,000 in donations from corporations and government grants.

"Our main office is on campus where we have about 50 volunteers. We run a lot of school-based programs, workshops and speak at conferences."

Dias, a writer for the magazine 2B, estimates he spends 50 to 60 hours a week volunteering with the charity. In the spring, he will graduate with an honours degree in psychology and political science.

"As a country we haven't had a dialogue about youth and queerness. Gay characters are still portrayed as comic relief or joke caricatures. As a society, we have come a long way, but not far enough.

"Last week, my boyfriend was called a faggot on Bank Street and a few months ago, a gay man was run over by a pickup truck in Toronto's gay village."

Today, Dias is hosting a queer-friendly youth leadership conference in Ottawa. The sold-out event will address homophobia, transphobia and discrimination.

"Most of the people who are attending are straight, but they are in leadership roles in their schools and communities."

Dias says if enough people care about the cause, it will eventually trickle down to youth.

"My team is amazing and made up of beautiful, dedicated people who are doing what they can to end discrimination."

## **DIAS DISHES**

**I'd most like to meet** Harvey Milk (an American politician who became the first openly gay man to be elected to public office in California) and Gandhi.

**I'm happiest when I'm** with my family and friends.

**My biggest concern** is what will happen if we don't continue this work. You don't want people to remain apathetic. I'm also really worried about the environment and climate change.

**If I could change places with anyone** it would be with someone who is homophobic so I could understand what it feels like.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Read more:

<http://www.ottawacitizen.com/life/Mover+Shaker+Jeremy+Dias/2649103/story.html#ixz20qh1Eh900>

## Ottawa police outreach 'a model to follow'

### ***But researcher notes community works carries stigma among officers***

By Nick Taylor-Vaisey, The Ottawa Citizen June 6, 2010

OTTAWA — The Ottawa police department's approach to community outreach is a model for other cities, even if it's not seen as legitimate police work by some on the force, says a study recently presented to a conference in Montreal.

Ann-Marie Field, a researcher at the Université du Québec à Montréal who has studied aspects of Ottawa's police for much of the last decade, said that Ottawa's Liaison Committee for Lesbian, Gay, Bisexual and Transgender Communities is superior to its counterpart in Montreal.

"Ottawa is a model to follow," she said. "The police are accountable for their actions at the committee, and it's led to real change."

Field pointed to the establishment of a hate-crimes unit in 1993 as a significant result of the committee's work, and she added it's a useful forum for two-way communication.

But even though Ottawa's system works, Field said community outreach carries a stigma among police. It's not seen as real police work by some on the force, she says.

As part of her research, Field interviewed every officer in charge of the hate crimes section between 1993 and 2003 -- all of whom were liaison committee members. Ann-

Marie Field also spoke with members of liaison offices in other cities, including Montreal, Toronto and Calgary, and their impressions were all the same.

"The officers on these committees see it as legitimate work," she said. "But many of them said there was a perception that community outreach was seen by their colleagues as fluff work."

Staff Sgt. John Medeiros, the Ottawa police diversity officer and a member of the committee for over three years, disagreed that there is any stigma attached to community outreach.

"I think that perception is bogus. Police work is not one-dimensional, and it's not all about catching criminals and putting them in jail," he said. "Every officer who attends and participates in meetings of the liaison committee is there because they want to be there."

Joanne Law, a member of the transgender social group Gender Mosaic, has sat on the liaison committee since 1994. She said it "will take a lifetime" to fight for transgendered people's rights, but she added that a lot of positive change has come about thanks to the liaison committee. "Ottawa is a very safe city for transgender people," she said.

Field said that Montreal police haven't had the same success engaging the LGBT community through outreach, because their approach hasn't promoted the same kind of two-way communication and is seen as more of a top-down structure. Medeiros said that Montreal's experience shouldn't be cast in a negative light, even if it hasn't been as successful as Ottawa's approach.

"What matters is that Montreal police are moving in the same direction as Ottawa. That's a positive thing," he said.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Read more:

<http://www.ottawacitizen.com/news/Ottawa+police+outreach+model+follow/3118936/story.html#ixzz0qh1nR88T>

## **Malawi. Gay couple pardoned, released from jail**

Canwest News Service May 31, 2010

A gay Malawian couple sentenced to 14 years in prison were released from jail late on Saturday after a presidential pardon, SAPA news agency reported on Sunday. Malawi's leader pardoned the couple on humanitarian grounds on Saturday after a meeting with UN Secretary-General Ban Ki-moon, who applauded the move and urged the country to amend "outdated" laws on homosexuality. Steven Monjeza, 26, and Tiwonge Chimbalanga, 20, were arrested after celebrating their engagement in a traditional ceremony in late December. They were tried and found guilty this month of sodomy and indecency. The trial became a test case for gay rights in the southern African country.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Read more:

<http://www.ottawacitizen.com/news/Malawi+couple+pardoned+released+from+jail/3091187/story.html#ixzz0qh23u3mu>

## **Allow gay men to give blood, prominent scientists say**

By Meagan Fitzpatrick, Canwest News Service May 26, 2010

The policy banning gay men from donating blood in Canada is outdated and discriminatory, according to a pair of prominent AIDS researchers, who argue that changing it would benefit the whole blood system.

In an article published Tuesday in the Canadian Medical Association Journal, researchers Mark Wainberg and Dr. Norbert Gilmore say it's time for the lifetime ban to be lifted.

"In our view, these are policies that are not only discriminatory in regard to gay men, but they are also policies that do not serve the Canadian blood system well because they result in far fewer blood donations," said Wainberg, director of the McGill University AIDS Centre at Montreal's Jewish General Hospital.

Countries began implementing the bans in the early 1980s when blood tests weren't good enough to detect HIV and gay men became known as a high-risk group for transmitting the virus.

Canadian Blood Services now tests all blood for HIV, but there is a period of several weeks where new infections cannot be detected.

Ron Vezina, director of media relations at the blood agency, says rules for blood donation are based on population risk assessments, not individual risks, and men who have had sex with men are still among the highest-risk groups for HIV infection in Canada.

Due to their higher risk, and the window period when infection cannot be detected, these men are eliminated from the pool of potential donors, said Vezina.

The CMAJ article recommends that a deferral period for blood donations be applied to gay men to mitigate risk, adding gay men who haven't engaged in risky sexual behaviour for at least five years are at no greater risk of transmitting HIV than the rest of the population.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Read more:

<http://www.ottawacitizen.com/health/Allow+give+blood+prominent+scientists/3070925/story.html#ixzz0qh2KD8cd>

## **Obama backs proposal to lift ban on gays in military**

Reuters May 25, 2010

The White House on Monday backed a proposal that would put the United States on a path toward repeal of the ban on gays and lesbians serving openly in the military.

The proposal, which was the subject of talks involving the White House, Pentagon, Congress and gay rights groups, would allow Congress to repeal the Clinton-era policy called "don't ask, don't tell," but it would remain in place until the Pentagon finishes a study of the issue in December.



The talks were held as the House of Representatives is expected to vote later this week on a Defence Department spending bill that is likely to include an amendment to repeal the policy, with conditions.

The policy, instituted in 1993, was a compromise between those who wanted gays to be able to serve openly in the military and those who wanted an absolute ban on homosexuals. A gay rights group, Human Rights Campaign, hailed the agreement as a breakthrough that would allow the removal of a "stain" in the country's laws.

The Obama administration endorsed the proposed amendment on Monday in a letter to congressional leaders from Office of Management and Budget director Peter Orszag.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Read more:

<http://www.ottawacitizen.com/life/Obama+backs+proposal+lift+gays+military/3066564/story.html#ixzz0qh2UzjLU>

## The right to discriminate

By Douglas Todd, The Vancouver Sun May 30, 2010 [Comments \(14\)](#)

Since Canadian society legally forbids discrimination against homosexuals, can a British Columbia religious school tell a well-liked teacher to go home for being in a lesbian relationship? It's a thorny human rights dilemma that tears at the consciences of freedom-supporting Canadians, no matter which side of the homosexuality question they come down on.

The latest case to explode into notoriety involves Lisa Reimer, a music teacher at the Little Flower Academy, a Roman Catholic girls independent school in Vancouver. Reimer was told this spring not to return to her classroom after the school learned she was a lesbian whose partner had just given birth.

Can Reimer be barred from the Catholic school because of her homosexual life? The answer hinges on a clash of competing democratic values. On the one hand, Reimer has a right to escape discrimination based on her sexual orientation. On the other, the Catholic school has the right to "freedom of association," which permits members of religious and other non-profit groups to hire only people who follow their moral teachings.

Despite a widespread belief in tolerance in our culture, Canadians are slowly becoming aware of this stark anomaly in human-rights law: Privately funded religious and other charitable groups are exempt from certain anti-discrimination codes.

For instance, even though most Canadians don't agree with the Vatican's celibacy doctrines, they have to reluctantly accept that donor-funded Catholic churches have the right to hire just unmarried men as priests.

In the secular world, as well, a charitable women's organization has the right to pursue its goals by refusing to employ men. However, the case of Little Flower Academy creates an even trickier moral dilemma. It is the ethical thicket formed when a non-profit organization discriminates against a homosexual or other protected person at the same time the organization receives funding from taxpayers.

That's what happens at Little Flower, which -- like other Catholic, evangelical, Sikh, Mormon fundamentalist, Waldorf and other "independent" schools in B.C. -- draws about half of its operating budget from government. Given that they're stakeholders, taxpayers can justifiably ask: Shouldn't an institution significantly funded by all citizens have to uphold the laws of the land, which forbid discrimination based on orientation (and gender)?

David Eby, the executive director of the B.C. Civil Liberties Association, acknowledges it's a challenging question. Generally, however, Eby believes private institutions like Little Flower Academy, which receives \$1.8 million a year from taxpayers, have the right to enforce their codes of conduct, including by barring active homosexuals.

It's why the B.C. Civil Liberties Association intervened in a landmark case on behalf of evangelical Trinity Western University, in Langley, B.C. In 2001, the Supreme Court of Canada agreed TWU could formally ban students from engaging in gay or lesbian sex, even while the Christian school trained teachers for public school classrooms that would contain openly homosexual pupils.

Still, the B.C. Civil Liberties Association, which stands up for freedom even when it makes people uncomfortable, is now engaged in internal debates about where it actually stands on government funding of nonprofit organizations with controversial views.

Even though Eby personally opposes private religious schools, he would not want politicians of the day withdrawing funding from such non-profit organizations simply because they don't like their teachings, whether on abortion, ecological justice or homosexuality.

That, Eby said, could amount to a form of "censorship." Indeed, many argue the federal Conservative government is unfairly restricting freedom of thought by withdrawing funding from foreign-aid maternal health projects that include abortion.

The Little Flower case opens up difficult moral territory. Even while Eby feels duty-bound to defend the girls' school's right to discriminate against a lesbian, he acknowledged feeling bothered the Catholic school would actually do so.

Some embarrassed Canadian Catholics, who polls show often don't accept their hierarchy's teaching that homosexual sex is a grave sin, feel similarly. Eby, 34, grew up in the Catholic Church, but said he learned to read the scriptures differently from the Vatican. While Pope Benedict XVI believes the Bible condemns homosexuality as a grave sin, Eby is convinced the New Testament teaches people to respect, and work with, those who are different.

It was on the strength of such ethical disagreements, the civil libertarian said, that he took advantage of his own free right: To no longer count himself a member of the Catholic fold.

Douglas Todd writes for the Vancouver Sun.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Read more:

<http://www.ottawacitizen.com/news/right+discriminate/3036466/story.html#ixzz0qh3r2f3e>

## Reject gay marriage, Pope urges

***After mass at Fatima, pontiff tells Portuguese to fight 'dangerous threat'***

By Catherine Jouault, Agence France-Presse May 14, 2010

- [Story](#)
- [Photos \( 1 \)](#)



**Pope Benedict XVI arrives for a mass at the Catholic shrine of Fatima in central Portugal, Thursday. He later criticised abortion and gay marriage -- which is soon to be legalized in Portugal -- as 'dangerous threats to the common good.'**

***Photograph by: Reuters, Agence France-Presse***

Half a million people flocked to a giant mass with Pope Benedict XVI in Portugal Thursday in what the church said was a massive show of support for his handling of the pedophile priest crisis.

The Fatima sanctuary's huge esplanade was full to overflowing and church organizers said the crowd gathered for the outdoor mass was bigger than that gathered for the Benedict's popular predecessor, John Paul II, here in 2000.

The huge turnout was vibrant proof that the pedophilia scandal shaking the church has not "weakened" the Pope's position, Vatican spokesman Federico Lombardi said.

Benedict himself appeared buoyed by the crowd, telling them of the "great hope which burns in my own heart, and which here, in Fatima, can be palpably felt."

In a separate speech later, the Pope criticised gay marriage and abortion as "insidious and dangerous threats to the common good" as Portugal prepares to legalize same-sex unions.

He described abortion as a "tragedy" and said the family was based "on the indissoluble marriage between a man and a woman," receiving a standing ovation from his audience of church and lay social workers.

Portugal, long viewed as deeply conservative, is set to legalize gay marriage next week only three years after decriminalizing abortion.

Thursday's mass was the high point of a four-day visit to Portugal and rain fell on thousands who spent the night on the esplanade in sleeping bags to make sure they got a place.

"I have come to Fatima to pray, in union with Mary and so many pilgrims, for our human family, afflicted as it is by various ills and sufferings," Benedict declared in his homily.

His church has been engulfed in a series of unfolding sex abuse scandals amid allegations that the Vatican had wilfully protected pedophile priests from prosecution in several European countries and the United States.

"What's happened in the last few months, with the problems of the abuse scandal, could lead one to think that the attention and energy towards the pope has been weakened, but that has not happened," Lombardi told reporters. "This energy is not being threatened by the debates of recent months, and the fact that the strength of the faith is shown in such an evident way is very encouraging," said Lombardi, referring to the huge turnout.

He said police figures estimated the turnout at around 500,000 people.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Read more:

<http://www.ottawacitizen.com/news/Reject+marriage+Pope+urges/3025541/story.html#ixzz0qh4LqSBR>

## **United States. First gay couples wed in Washington**

Citizen News Services March 10, 2010

Amid heavy security and without many of the trappings of a traditional wedding, three gay couples were married Tuesday in a ceremony in Washington on the first day same-sex marriages were celebrated in the U.S. capital. The way was cleared for same-sex couples to wed in the U.S. capital last week when the U.S. Supreme Court refused a request to hold a referendum on gay marriage, which would have delayed the implementation of the law. Washington joined a minority of states that allow gay couples to wed. The other states are Connecticut, Iowa, Massachusetts, New Hampshire and Vermont.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Read more:

<http://www.ottawacitizen.com/life/United+States+First+couples+Washington/2664514/story.html#ixzz0qh4dHqkw>

## **Mexico. Gay marriages are Latin America's first**

Canwest News Service March 12, 2010

Two Mexican women were the first to wed in Mexico City on Thursday after the capital became a pioneer in Latin America by legalizing gay marriages. Lol Kin Castaneda, 33, and Judith Vazquez, 45, wore matching ivory dresses as they led a ceremony for four other couples at city hall. The city's left-leaning legislature approved gay marriage and gay adoptions, provoking an uproar from religious groups and conservatives, including President Felipe Calderon. Mexico City follows the Netherlands, Belgium, Spain, Norway, Sweden, South Africa, Canada and some U.S. states.

© Copyright (c) The Ottawa Citizen

Read more:

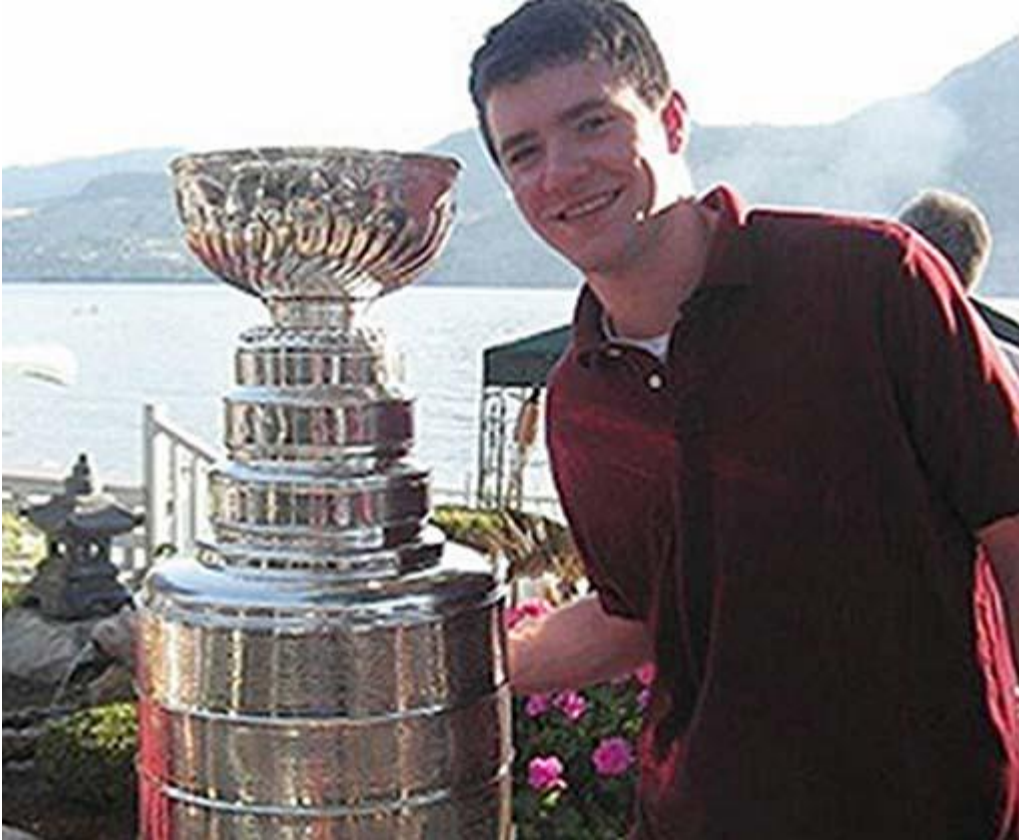
<http://www.ottawacitizen.com/life/Mexico+marriages+Latin+America+first/2674097/story.html#ixzz0qh4lnKZx>

## Vancouver Sun

# Leafs GM Brian Burke speaks out against bullying, homophobia

By John MacKinnon, Canwest News Service May 18, 2010 [Comments \(5\)](#)

- [Story](#)
- [Photos \( 1 \)](#)



**Undated family handout photo of Brendan Burke posing with the Stanley Cup after his father Brian Burke, who is now the GM of the Toronto Maple Leafs won it with the Anaheim Ducks in 2007. Brendan was killed in a car accident in Indiana.**

*Photograph by: Family Handout, National Post*

EDMONTON — Sports people talk all the time about teams being ‘families,’ a mostly harmless fiction, but a fiction, nonetheless, particularly in the tough, performance-based business of professional team sports.



Few pro sports figures project a tougher, more macho image than Toronto Maple Leafs general manager Brian Burke; few have demonstrated familial love and support as powerfully, and with as much vulnerability, as has Burke.

He demonstrated that love last November when his son, Brendan, a former hockey player, openly declared his homosexuality, with his proud father standing right by his side.

He demonstrated that love again, under the worst circumstances, in February after his son died in an automobile accident on his way back to school at Miami (Ohio) University, where Brendan was a student manager for the varsity men's hockey team.

And on Monday, honouring the legacy of his son, Brian Burke was the keynote speaker at the launch of the website MyGsa.ca, which Egale Canada set up as a support resource to help lesbian, gay, bisexual, transgendered and those questioning their sexual orientation.

If Brendan Burke became a hero in the gay community — and he did — for being open about his sexual orientation, Brian Burke has become a hero for honouring his son's memory by lending his profile and his voice to a position many in the world of sport would not.

“I hate bullies,” Burke said Monday, at a news conference held on International Day Against Homophobia and Transphobia. “We need to get to a point where bullying is eradicated, not punished, not a situation where tools are put in to deal with it — but to where it doesn't happen.”

Society is a long way from that day and that includes pro sports like hockey, which remains unfriendly to gays at best, if not downright homophobic.

When ex-NBA player John Amaechi became the first pro basketball player to declare his homosexuality in February 2007, he also became just one of six former athletes in the NBA, NFL or MLB to choose to do so.

No NHL player has ever done so, although Burke, for one, is certain there are gay athletes in the NHL, and that it's “only a matter of time” before it becomes possible for a pro hockey player to speak openly about his sexual orientation.

Perhaps.

After Amaechi published his book *Man in the Middle*, and shook up the NBA with his declaration, a chat with some NHL players suggested the culture is uncomfortable merely talking about the subject, much less facing the reality of it openly.

Asked if he could accept playing with a gay teammate, one player thought about it for a minute or two before saying it would be fine, so long as the player changed and showered in a separate room.

For an aggressively heterosexual culture (to put it mildly) such as the one that exists in pro hockey, homosexuality remains a major taboo.

When his son chose to come out, Burke was under no illusions about the possible implications for Brendan, both in the hockey culture and the wider society.

“I was afraid for his safety,” Burke told a Toronto reporter. “I said, ‘You need to have eyes on the back of your head.’ ”

You certainly need support, from teammates, from coaches, managers, parents, on and on. And that is where Brian Burke is making his biggest contribution on this issue.

“It is extremely important for people of Brian’s stature to come forward and speak out about bullying in our schools,” Helen Kennedy, executive director of Egale told reporters on Monday.

It is often said that today’s young people have grown up in a post-racial, open-minded ethos, and there is something in that. The actions of the Woodstock High School Lady Thunder hockey team in New Brunswick support that view.

That New Brunswick-based team earned the 2009 New Brunswick Human Rights Award after the players stood up to bullies taunting two teammates about their sexual orientation.

After the two teammates were taunted, snubbed at the post-game handshake and treated rudely and refused service at a fast-food restaurant, the Lady Thunder girls circulated rainbow-coloured buttons with the word ‘homophobia’ crossed out.

That episode predates Burke lending his considerable profile and credibility to this issue. You have to think other players on other teams — not to mention other coaches, parents, managers and so forth across Canada — will draw strength from Brian Burke’s decision to speak out on homophobia, as well.

“This is something my son would have supported,” Burke said Monday. “I think I owe him that.”

The sound Burke is hearing from the gay community is the sound of gratitude.

*Edmonton Journal*

*[jmackinnonthejournal.canwest.com](http://jmackinnonthejournal.canwest.com)*

© Copyright (c) Canwest News Service

Read more:

<http://www.vancouversun.com/life/Leafs+Brian+Burke+speaks+against+bullying+homo+phobia/3044286/story.html#ixzz0qh6EwmZY>

## Homosexuality in Uganda: A fight for the right to live their lives

***In Uganda, homosexuality brings up to 14 years in jail, but a new bill could mean death***

By Tara Carman, Vancouver Sun May 28, 2010

- [Story](#)
- [Photos \( 2 \)](#)



[More Images »](#)

# **Getty Images / Ugandans in anti-gay demonstration in Jinja, Uganda. Most Ugandans are in favour of a proposed law to further criminalize homosexuality.**

***Photograph by: Trevor Snapp, AFP, Vancouver Sun***

-A woman in her late 20s stands outside a hotel in Kampala waiting for her colleagues to arrive for a meeting. Bulky trousers, a loose-fitting dress shirt and a sweater-vest dwarf her tiny frame, making her appear bigger than she really is. Her short hair is plaited in corn-row braids and she is wearing men's shoes.

Two men take offence at her presence and begin heckling her. They flash police badges, grab her roughly by the arm and tell her she must come to the station for questioning. She considers screaming or making a scene, but decides the crowd on the street poses a greater threat to her safety than the two men.

They drag her to the police station, take away her cellphone and wallet, and lock her in a prison cell with a badly beaten man who looks at her with wild eyes. The cell smells like stale blood. She is terrified.

The woman is Pepe Julian Onziema. This time, she is released from jail without charge after a couple of hours. A law under consideration by the Ugandan parliament would send her to the gallows.

Onziema is a lesbian, which makes her a criminal in the eyes of her country's legal system. Homosexuality is already punishable by up to 14 years in prison in Uganda.

In April 2009, Ugandan lawmakers decided the country's penal code does not go far enough and drafted a new law, the Anti-Homosexuality Bill of 2009, which was submitted to the country's parliament as a private member's bill by MP David Bahati in October of last year. The proposed law creates a new offence called "aggravated homosexuality," which carries the death penalty. Most Ugandans are strongly in favour of the legislation.

How did Uganda, a relatively stable African democracy earning international kudos for its success in fighting the spread of HIV and AIDS, come to consider such a bill?

In March 2009, American anti-gay activist Scott Lively, together with sexual-orientation "conversion" therapists Don Schmierer and Caleb Lee Brundidge, came to Kampala to lead a gathering called the Seminar on Exposing the Homosexual Agenda.

Rev. Kapyia Kaoma, an Anglican priest from Zambia, was there. Kaoma travelled to three African countries last year to document the relationship between African and American evangelicals on behalf of a Massachusetts-based think-tank called Political Research Associates.

Lively held a four-hour private meeting with Ugandan parliamentarians before giving his speech, Kaoma said in a telephone interview from New York.

"He went on to tell people about the international gay movement, that the gays are the ones who are responsible for molesting kids, gays are responsible for all sorts of evil, for abortion and things like that. [Gays] have taken over the United Nations .... They are now about to take over Africa if we don't stop them, and he was hoping Uganda is going to stop them."

Lively went on to tell his audience that homosexuals in Europe and North America are extremely well funded and have recruiters all over the world trying to convert young people.

He also contended that gays were an integral part of the Nazi movement, Kaoma said. Lively's views were widely broadcast in the Ugandan media.

The following month, the draft version of the anti-homosexuality bill was tabled.

'We know from the Bible'

Nsaba Buturo, the Ugandan minister of state for ethics and integrity, is a robust man with a warm smile, a soft voice and a firm handshake. He is a strong supporter of the anti-homosexuality bill and vehemently denies that the Americans had anything to do with it.

"I find that total nonsense," he said of the suggestion that Lively inspired the bill.

"We know from the Bible that homosexuality is an abomination. We don't need to be told by Americans that it's an abomination," he said.

Buturo says the new legislation is needed to safeguard the Ugandan way of life.

"In our part of the world we don't believe, for a moment, that people are born homosexuals," he said. "If someone is born that way, why do you then spend huge sums of money attracting people to that lifestyle?"

"My office has over 60 former homosexuals who were recruited initially, but they have abandoned that practice. And they are the ones telling us the horrendous, horrendous experiences they go through that are ... an unhealthy risk."

Gay sex has health consequences that the system is not set up to deal with, Buturo said.

"The anus isn't made for sexual intercourse, for God's sake. The anus God created for a unique function and man is choosing to assign it another function," he said, explaining that anal intercourse sometimes results in ruptures and diseases.

Buturo said the proposed anti-homosexuality bill has been unfairly painted in western media as the "Kill the Gays" bill. The legislation at this point is only a proposal by one MP, and is before a parliamentary committee, which will make changes. One of those changes will likely be the removal of the death penalty, Buturo said, adding that his preference is for sexual minorities to be counselled and supported so that they can change.

The aim of the legislation is to create a climate in which gay-rights groups find it impossible to operate, he explained.

"If we don't make it hard, eventually what we see happening in the western world will happen in our country. In your country, frankly, this homosexual juggernaut is totally powerful. Those who are of a contrary view are pitied, frightened, they can't talk.... We don't want that situation. So the bill is not about killing anybody. It's about creating a climate that safeguards our values, and one of our values is that homosexuality is a taboo. It is an aversion. It is not something you would really wish for anybody you love. So it's that we're trying to do, creating a climate that protects the family, protects who we are."

A target for violence

Kasha Jacqueline is one of the people Buturo and his colleagues are trying to protect their country from.

The petite 30-year-old with shoulder-length black braids is the director of Freedom and Roam Uganda, the country's only exclusively lesbian organization, which she co-founded in 2003.

It's a Friday, so Jacqueline is in the office, which is in a discreet location surrounded by a tall metal fence. It's the only day of the week she risks coming in, the day members come in to celebrate their birthdays or anniversaries, or watch lesbian-themed movies in a safe space.

As one of the few gay and lesbian activists in Uganda who is out of the closet and willing to speak to the media, Jacqueline is recognizable, and this makes her a target. At home, she lives behind a "huge wall" because she is afraid that if her neighbours see her, they will report her to the police. When the anti-homosexuality bill was tabled last year, she was harassed so much that she decided not to risk her daily commute.

"People were chasing my bike, screaming all these things. My colleagues decided I should stay and work from home because it's dangerous for the community, dangerous for them and dangerous for the organization."

When Jacqueline was 13, a teacher phoned her mother to say the girl had lesbian tendencies. Her mother said she was just "being naughty" and would outgrow it, but Jacqueline was expelled from school.

When she got to university, the authorities there spied on her and called her parents to tell them she was making the girls at the school uncomfortable, Jacqueline said. People suspected of being gay were called "Kashas."

"In orientation week for the new students to the school, they would tell them about me, I would be on the agenda. They would tell them to be careful about me."

The university required Jacqueline to sign an agreement to stay at least 100 metres away from the women's dormitories and to report each day at 6 p.m. for a clothing check to ensure that she was not wearing pants or a baseball cap. People also put up 'wanted' posters with her face on them.

The university suspended Jacqueline for two weeks over her sexual orientation. They called her back after three days, but soon afterward the registrar paid her a visit at home.

"It was a Saturday around 10 in the morning, [the registrar] came while I was dressing. And he caught me with my girlfriend, by then. And then he said that he has caught me in the act ... and this time I am going to be expelled.

"I got so fed up, I don't know where I got the energy ... I stood up to him and told him that you are not going to deal with me any more, you are not going to deal with my parents. You are going to deal with my lawyer. I did not have a lawyer," she said with a giggle. "I'd only seen lawyers on TV.

"Then he said that I have abused him, that I have disrespected him because there were other students around. I did not say anything. I just kept quiet because I had made my point very clearly to him," Jacqueline said.

"He said I will hear from him. Today I am still waiting to hear from him."

Jacqueline stopped going for her 6 p.m. clothing checks and no one said anything. She finished her degree in accounting.

But her decision to be one of the public faces of Uganda's gay and lesbian community has also had consequences for those around her. Jacqueline's mother supported her, and their home was a safe place for other lesbians. In 2005 a woman approached a friend of Jacqueline's who was staying at her mother's house and told her she was in love with her. The woman began spending time at the house, getting to know its occupants.

Shortly after, a story appeared in a Ugandan tabloid under the headline "Inside the lesbian's den." The woman was an undercover journalist who had stolen Jacqueline's

personal photographs and published them in the newspaper, along with photos of Jacqueline, her friend, her mother and their home.

"My mom was very, very furious. She was scolded by my family that she had somehow spoiled me."

Jacqueline's mother told her that if she did not stop being so open and public about her sexuality, they would have to go their separate ways. Jacqueline found herself alone with nowhere to go.

"I started hating myself because my Mom was my biggest ally," she said. It was a difficult time, and she started drinking.

A feminist group received funding to send Jacqueline for a course and an internship with a sexual-minorities organization called Behind the Mask, in South Africa, the only country on the continent where gay marriage is legal. When Jacqueline's mother learned that she had moved to Johannesburg, she asked her to come home. Jacqueline returned to Kampala. But their reunion was short-lived.

Jacqueline's mother died on April 3, 2009 at age 48. The stated cause of death was high blood pressure, and the family said that Jacqueline's media appearances as a gay-rights advocate were the cause. The accusations went to her head, and she started seeing a therapist.

"The family held me accountable. They said I killed my mother," she said, taking a long drag of her cigarette.

"Now, the bill wants to kill me."

#### Prison time

Pepe Onziema did not scream for help or put up a fight when the plainclothes officers wanted to take her to the police station for questioning that day she was waiting outside the hotel. It was a calculated move.

"Obviously, I'm a lesbian, I'm a gay person," Onziema, who is 29, explained.

"So if I made an alarm, they will just say that this is a homosexual that we are taking away and the public would just turn on me. So it's safer going with them."

They interrogated her for two hours, but she refused to give a statement without a lawyer.

So they put her in the blood-stained cell with the man with the wild eyes. They let her out after a couple of hours, but when the guards gave her back her belongings, the air time on her cellphone was used up and the money in her wallet was gone. She went back to the hotel where her colleagues, including Kaoma, were still having their meeting.



"I just got there and I broke down," Onziema said. "I didn't speak for, I think, two hours. I was just crying."

It was neither the first nor the last time Onziema would see the inside of a Ugandan prison. She had been arrested in 2008 with two of her colleagues while participating in a silent demonstration in Kampala.

On her third and final day in jail, Onziema was confronted by two female guards and a male police officer, who told her that they needed to determine whether she was a man or a woman. They were concerned that, if she were a man, she might be molesting the female inmates, Onziema explained.

"They were like 'Drop your pants.' And I'm like, 'You mean, I have to do it here?' And they are like, 'Yeah. Take off your pants. We need to check.'"

Onziema was hoping they would at least take her into a private room, but they insisted on conducting the check in front of all the female inmates, including her colleague.

"I reached for my pants and this woman just [takes hold of] my buttons and pulls them off. And then she is like 'Drop the [under]pants.' And then the man, the male official was standing by the window and he was looking. And then she just pulls my pants, puts her hand in my [underpants] and touches me.

"I died for a few minutes. I was really -- I was upset. That was the point that brought me down," Onziema said quietly. "This is the first time I am talking about it without breaking down. After that I had to go to the hospital because I had an infection."

These days, Onziema, who is a project officer with Sexual Minorities Uganda (SMUG), isn't taking any chances. She doesn't go to markets or public places and takes cabs with tinted windows. She never goes anywhere without telling someone where she's going and how long she will be there.

SMUG's first headquarters were vandalized and lit on fire two days after Onziema and one of her colleagues had moved out. "This feels pretty secure," Onziema said, taking a quick look around her modest office. Pinned to the door of a cabinet is a handmade card with a drawing of a flower and a simple message: "Don't lose hope."

### The 'cure' for lesbians

Both Jacqueline and Onziema are worried about what the anti-homosexuality bill will mean for their community. It will make it difficult to get funding from overseas organizations to continue their work. It will drive them even further underground because their landlords, their families, their friends and their neighbours will be obligated to report them to the police.

"We are hiding. We cannot walk out on the street," Jacqueline said. "We are already living on the edge of 'I'm going to be raped' because people believe in curing lesbians here. They feel that we are lesbians because we've never met with men," she said, referring to the "corrective rapes" lesbians are sometimes subjected to.

The law carries serious implications for HIV and AIDS policy, since patients would be required to give a full sexual history when getting tested for sexually transmitted diseases and doctors would be required to report homosexuals to the police. Even without the law, going to the doctor is already an excruciating experience for homosexuals in Uganda, Onziema said.

"I remember the first time I took an HIV test here in Uganda. I was 15 years old. When I went to this place, the woman, the way she screamed, I almost fainted when I told her the sexual encounters or the risky behaviour that I had with two different women. And she was like 'Women?' She screamed so loud, she kicked her table and she left me in the room.

"It was actually that woman who opened my eyes to homophobia in this country."

Ethics and Integrity Minister Buturo dismissed the possibility of a doctor reporting a patient, saying the part of the bill that obligates the public to report homosexuals is likely to be dropped. No one in Uganda has ever been denied medical treatment because of sexual orientation, he said.

"That's really not an issue for us," he said, adding that activists such as Jacqueline and Onziema exaggerate the situation to win sympathy for their cause.

"What [homosexuals] are incensed about is our attempt to make it hard for homosexuality to become a lifestyle that is accepted," he said.

"For them, they want a climate that allows what they call human rights, what we call really a perversion that does not deserve to be categorized as human rights. Like in your country, where, I guess, one can be proud to be a homosexual. We find it totally repugnant, totally unimaginable that a man sleeps with another man. We think it's not for people who are right upstairs."

While the legislation is likely to be altered and was recently criticized by a parliamentary committee, it will definitely pass, Buturo said.

He said the government, which has been widely criticized by western leaders over the legislation, is not at all worried about losing out on foreign aid or investment when the bill passes. "What the Canadians need to know is that they have no right to impose their value system on us," he said.

Kaoma, who spent the better part of a year researching the issue of homophobia in Africa and writing an extensive report, said there is only one way the legislation has any chance of being repealed.

"The best thing is to send back the very people who went there and lied ... to go back there and say that these are human beings and their rights are to be respected," he said.

Conservative groups, churches within Uganda and especially American missionaries on the ground there must speak out against the bill and tell Ugandans that the Americans lied about the homosexual agenda, Kaoma said, adding that if westerners denounce the bill, it only feeds the narrative of conspiracy.

"What these [American] conservatives have done to Africa, to Uganda, is they have set the fire and they can't quench it.... Now that the fire is burning, they are not prepared to accept responsibility and they blame the owners of the house. In this case they are Africans. I think that is the biggest hypocrisy I have ever come across, and they should be ashamed of themselves."

Activists such as Jacqueline and Onziema want the bill repealed and homosexuality decriminalized. They acknowledge that they are fighting an uphill battle, but remain committed to getting their message out and providing support and advice to Ugandans who are still in the closet and struggling with their sexuality.

Neither Jacqueline nor Onziema has ever considered fleeing the country. Both feel there is too much work to do.

"Every challenge I get makes me want to work harder, because the only way I can survive in this world is for me to fight for my freedom," Jacqueline said.

"Even if I don't live to see this freedom, at least let me make a foundation for future lesbians of Uganda."

tcarman@vancouversun.com

Tara Carman travelled to Uganda on a fellowship funded by the Canadian International Development Agency and administered through the Jack Webster Foundation.

© Copyright (c) The Vancouver Sun

Read more:

<http://www.vancouversun.com/health/Homosexuality+Uganda+fight+right+live+their+lives/3031666/story.html#ixzz0qh6bocON>

# Getting rid of lesbian teacher is 'flagrant hypocrisy'

By Reg Tupper, Vancouver Sun May 1, 2010

Re: 26-year-old case set precedent, April 30

The astounding story about the treatment of Lisa Reimer, a music teacher at Little Flower Academy, when some parents "discovered" that she was lesbian hits the bull's-eye for hypocrisy and faith-based bigotry.

Responsible persons in the school apparently knew all along the teacher was in a lesbian relationship. They also knew she had signed a contract agreeing to maintain "Catholic values" and were well aware that lesbian partnerships were not among the "values" the contract was meant to protect. Even so, at least some of her co-workers celebrated and shared her joy at the birth of a son -- with a woman.

Until, that is, word got "out" and parents came forward to complain. From that point on she was banished from the classroom and, lame protests to the contrary, effectively fired.

Not only is this flagrant hypocrisy, it is an appalling support of ignorance and homophobia.

To Little Flower Academy, this is a blot on your reputation; you should feel ashamed. To the parents worried about gay "influence," shame on you, too. What if that "influence" just turned out to be tolerance?

Reg Tupper

Vancouver

© Copyright (c) The Vancouver Sun

Read more:

<http://www.vancouversun.com/life/Getting+lesbian+teacher+flagrant+hypocrisy/2973842/story.html#ixzz0qh72R5el>

# Getting rid of lesbian teacher is 'flagrant hypocrisy'

By Reg Tupper, Vancouver Sun May 1, 2010

Re: 26-year-old case set precedent, April 30

The astounding story about the treatment of Lisa Reimer, a music teacher at Little Flower Academy, when some parents "discovered" that she was lesbian hits the bull's-eye for hypocrisy and faith-based bigotry.

Responsible persons in the school apparently knew all along the teacher was in a lesbian relationship. They also knew she had signed a contract agreeing to maintain "Catholic values" and were well aware that lesbian partnerships were not among the "values" the contract was meant to protect. Even so, at least some of her co-workers celebrated and shared her joy at the birth of a son -- with a woman.

Until, that is, word got "out" and parents came forward to complain. From that point on she was banished from the classroom and, lame protests to the contrary, effectively fired.

Not only is this flagrant hypocrisy, it is an appalling support of ignorance and homophobia.

To Little Flower Academy, this is a blot on your reputation; you should feel ashamed. To the parents worried about gay "influence," shame on you, too. What if that "influence" just turned out to be tolerance?

Reg Tupper

Vancouver

© Copyright (c) The Vancouver Sun

Read more:

<http://www.vancouversun.com/life/Getting+lesbian+teacher+flagrant+hypocrisy/2973842/story.html#ixzz0qh72R5el>

# Schools turn to heart-mind education

***Students in social and emotional learning programs show less aggression, increased empathy***

By Janet Steffenhagen, Vancouver Sun September 26, 2009

- [Story](#)
- [Photos \( 2 \)](#)



[More Images »](#)

**Janice Parry, who is on a leave of absence from her teaching position, has been a MindUP trainer for the past two years and says the program has become wildly popular among educators and students.**

***Photograph by: Ward Perrin, Vancouver Sun, Vancouver Sun***

Students in dozens of B.C. schools are practising a simple breathing exercise as part of a program that teachers say has the power to transform their lives.

Called MindUP, the program was created by actress Goldie Hawn during a sojourn in Vancouver several years ago. It is regarded as a beacon by those who believe schools must stretch beyond academics to provide students with social and emotional learning -- also known as education for the heart.

Jennifer Erickson, a Vancouver teacher who has worked for years with intermediate students who have behavioural and learning difficulties, admits she was skeptical when first introduced to the program.

"I had a really challenging class . . . I didn't see how breathing [exercises] would help," she said in an interview.

But now she's a convert. Along with teacher colleague Janice Parry, she has taken a four-month leave of absence from the Vancouver school district to work with the Hawn Foundation in training MindUP teachers.

"It's changed lives," she said simply.

Parry, a MindUP trainer for the past two years, said the program has become overwhelmingly popular.

"We've trained hundreds of teachers around the Lower Mainland," she said. "It's so popular, we're finding it hard to fill all the requests."

Kim Schonert-Reichl, a University of B.C. associate professor who received a grant from the Hawn Foundation in 2005 to conduct research on MindUP, said B.C. is one of several Canadian provinces and American states to recognize the importance of social and emotional learning.

While it's not a new concept, social and emotional learning has been overshadowed in recent years by a fixation in some schools on test scores, she said. Now educators are returning to the view that schools play an essential role in helping students to develop social awareness and become good citizens.

"Recent research shows that kids who are in programs that promote their social and emotional understanding . . . are more motivated in school, have fewer behavioural problems, have higher standardized achievement test scores [and] end up being happier, healthier people," she said.

Schonert-Reichl is one of the featured educators who will speak about heart-mind education at the 2009 Vancouver Peace Summit. She is described as a world-renowned expert on social, cognitive and emotional development whose research has proven the importance of those skills in developing empathy and compassion.

She points to Vancouver as an example of a school district that understands the importance of social and emotional learning. It even has a social-responsibility manager: Lisa Pedrini, who oversees in-school programs such as MindUP, Friends for Life, RSVP (Respect, Safety, Violence Prevention), Second Step.

As part of its commitment to social responsibility, Vancouver also has an anti-homophobia consultant, Steve Mulligan.

## SOCIAL RESPONSIBILITY

B.C. schools have been teaching social responsibility, which incorporates social and emotional learning, for almost a decade. It's recognized as a "foundational skill", along with reading, writing and numeracy. To become socially responsible, students need self-awareness, self-control, awareness of others, empathy and good relationship skills.

Social and emotional skills help students live happier lives and become good citizens, educators say.

"We've been paying attention to this area for a long time, although our language around it might be changing," Pedrini said of Vancouver schools. "We're getting more sophisticated because . . . there's a whole new area of research emerging on this."

The Vancouver district has worked with Schonert-Reichl and her UBC colleague, professor Shelley Hymel, in developing specific programs. Along with Coquitlam, it has committed more resources than most districts to make social and emotional learning a reality in the classroom.

"It's not people doing it off the side of their desk or doing it as a portion of their job," Pedrini explained.



"I do this as my whole job. We're lucky to have a team doing this work and supporting the schools."

It's an important endeavour in Vancouver schools because students have such diverse backgrounds, she noted.

That not only creates a vibrant culture but also a need for students to learn how to get along.

More than 700 teachers in Lower Mainland schools are trained to deliver the MindUP program, which teaches children about the brain, how it functions and how they can make good choices. Through the deep-breathing exercises, students learn how to calm themselves and focus their attention.

It's described as a practice that quiets the mind, and both students and teachers report positive results, Parry said. "The success that we see is almost instant."

Children feel empowered when they can manage their emotions and make better choices, she added.

The program also helps students to become more aware of their senses, understand their feelings and be more mindful of others. Everything is reinforced through quiet breathing exercises three times a day.

Parry emphasized that the MindUP program is not religious. That became a concern last year in Coquitlam when some parents accused their elementary school of violating the law by allowing a religious practice into a public school. They compared the breathing exercise to Buddhist meditations.

The controversy was short-lived and the MindUP program continued.

## EMOTIONAL LEARNING

Another social and emotional learning program is Roots of Empathy, which sees a mother and baby visit elementary-school classrooms on a regular basis throughout the year so that children in the class can observe the baby's development and needs.

It's been proven to reduce aggression and increase empathy among the students.

The program was developed in Toronto in 1996 and brought to Vancouver in 2000. Last year, it was delivered to almost 20,000 B.C. students in 483 schools.

Adele Diamond is another UBC researcher who will attend the Vancouver Peace Summit to share her findings about teaching self-control to children.

During a recent study of a program called Tools of the Mind, she discovered surprising new benefits from play, including helping children stay focused.

Diamond, a professor in the faculty of medicine, noted that her conclusions come at a time when there is pressure to increase academic work in younger grades and reduce play. The program is not currently offered in B.C.

B.C. educators interested in social and emotional learning look to a Chicago-based organization for research and inspiration.

The Collaborative for Academic Social and Emotional Learning (CASEL) is considered a world leader in the effort to make social and emotional learning an integral part of the K-12 education system.

Schonert-Reichl, on sabbatical at CASEL, said the organization was first called the Collaborative for Social and Emotional Learning "but no one paid attention to them -- they had to put the word 'academic' in there."

Examples of codes of conduct in Vancouver schools that reflect social and emotional learning:

- Graham Bruce elementary: Be kind to others around you; treat others the way you wish to be treated; say and do kind things; be polite; be a role model and help others; help when someone is hurt; do not use insults or putdowns; report problems to teachers; include others in work and play; appreciate different backgrounds and abilities.

- Trafalgar elementary: "Our school code of conduct is based on the premise that we Care About Trafalgar. CAT has become our acronym. Within this overall theme, the students learn to care "about Myself", "about Others" and "about this Place" leading to our second acronym, MOP.

- Franklin elementary: Every student is responsible for his/her personal language, manner, habits and behaviour because these affect the feeling and safety of others. We all have a right to be respected. It is everyone's responsibility not to tease or bother people or to hurt their feelings. Every teacher/supervisor should speak and act toward pupils with respect and dignity and deal fairly with them, always mindful of their individual rights and sensibilities.

- Renfrew elementary: A safe and caring place, where everyone tries their best, treats each other kindly and respects the environment. Students, staff, families and the community working together to share ideas and create a wonderful place to learn.

[jsteffenhagen@vancouver.sun.com](mailto:jsteffenhagen@vancouver.sun.com)

Read more education news at <http://vancouver.sun.com/reportcard/>

© Copyright (c) The Vancouver Sun

Read more:

<http://www.vancouversun.com/life/Schools+turn+heart+mind+education/2037669/story.html#ixzz0qh90R5Ci>

## Lawsuit claims 'homophobic' RCMP culture

By Douglas Quan, Canwest News Service June 11, 2010

An RCMP investigator in Toronto, who is gay, claims in a lawsuit that a "homophobic culture" within the force and unfounded child-sex-assault allegations led to a very public arrest on a golf course and lengthy suspension that ruined his reputation.

In 2004, four B.C. men accused Donald Cooke of sexually assaulting them when he coached them in minor hockey in the 1980s. B.C. prosecutors reviewed the evidence and recommended against charges.

But in May 2005, police went ahead and arrested Cooke. According to the lawsuit, officers in golf carts approached Cooke on the third green of a private golf course in Aurora, Ont., "for the purpose of maximizing the embarrassment and humiliation of Cooke."

The force suspended Cooke.

After reviewing the case again, B.C. prosecutors concluded there was still not enough evidence to charge him. Insp. Tim Shields, a B.C. RCMP spokesman, denied the intent of investigators was to humiliate Cooke. He said RCMP were assisting Abbotsford police.

Sgt. Elly Sawchuk, an Abbotsford police spokeswoman, said investigators made the arrest despite the recommendation of Crown counsel because of new information they had received about other possible victims.

Abbotsford police are not named in the suit.

© Copyright (c) The Vancouver Sun

Read more:

<http://www.vancouver.sun.com/Lawsuit+claims+homophobic+RCMP+culture/3140299/story.html#ixzz0qh9Ltzmi>

## Retired couple shut down their B&B after discrimination complaint against them

### *Hearing to determine whether owners had right to deny gay couple a room*

By Kim Pemberton, Vancouver Sun June 10, 2010

A Grand Forks couple at the "centre of a firestorm" after refusing to provide accommodation to a gay couple have shut down their bed and breakfast despite doing major renovations on their home to facilitate the business, their lawyer said Thursday.

Owners Lee and Susan Molnar referred all questions to their lawyer but Lee added "we've been harassed so bad we're not running [the B&B]."

Their lawyer, Ronald Smith, said the Molnars are "devastated" but also feel they can't continue to operate Grand Forks Riverbend Bed and Breakfast for fear they will be asked again "to violate their religious beliefs" by renting to a gay couple.

Smith is representing the couple in a B.C. Human Rights Tribunal case that was supposed to begin today but was postponed.

"They're just a retired couple in Grand Forks who thought they would open their home to guests and here they are in the centre of a firestorm," Smith said. "They're a lovely couple. They don't want to be thought of as discriminating but they're Christians who don't feel they can violate their religious beliefs."

The human rights hearing, scheduled for two days this week in Kelowna, was postponed after the lawyer for Shaun Eadie and Brian Thomas became ill. A new date has yet to be scheduled.

The hearing will look into whether Eadie and Thomas, who tried to book a room at the B&B on June 18, 2009, were discriminated against because of their sexual orientation when they were turned away.

According to the complaint, Eadie called the B&B, spoke with Susan Molnar and reserved the Swan room for the following two nights. He was told it would be cash only at \$80 per night, which Eadie agreed to pay. Molnar took their names, Shaun and Brian, and the conversation ended.

About five to 10 minutes later, Lee Molnar called back and asked whether they were a gay couple. When Eadie said yes, Molnar replied "then this is not going to work out," according to the complaint filed in July 2009 by the couple.

In an earlier application to have the complaint dismissed, Lee Molnar stated "to allow a gay couple to share a bed in my Christian home would violate my Christian beliefs and would cause me and my wife great distress."

The application to dismiss the complaint was turned down.

"The Molnars remodelled their home to run a B&B," said Smith. "It's a beautiful home on the river, which they painted and fixed up. They built a room with a Jacuzzi and fixed up the downstairs so guests could be separate from the main house and enjoy the river view. They were quite excited about the B&B."

The couple started the business in 2002, he added.

"It was never a great money maker, but they enjoyed meeting people."

He said the couple shut down the B&B in the fall of 2009 because "they don't know what kind of behaviour they can say no to in their home. They don't want another human rights complaint [filed against them]."

Smith said he will be arguing under the Canadian Charter of Rights and Freedoms that his clients "have the right to decide what kinds of behaviours take place in their home."

This is the second time in five years the B.C. Human Rights Tribunal has been asked to rule on a conflict between gay rights and religious rights.

In 2005 the B.C. Human Rights Tribunal ruled the Catholic group, the Knights of Columbus, was justified for refusing to rent its hall to a lesbian couple for a wedding reception.

However, the tribunal ruled the Knights of Columbus should have made other accommodations for the couple.

The Sun was unable to reach Eadie, Thomas or their lawyer Barbara Findlay for comment.

kpemberton@vancouversun.com

© Copyright (c) The Vancouver Sun

## McDonald's TV ad featuring gay teen goes viral

By Mike Barber, Canwest News Service [Comments \(7\)](#)

- [Story](#)
- [Photos \( 1 \)](#)



## **A picture taken on March 19, 2010 in Paris shows the logo of a US fast food restaurant Mac Donald's.**

***Photograph by: LOIC VENANCE , AFP/Getty Images***

A gay-friendly TV advertisement from McDonald's is being praised after going viral online.

The 45-second spot, which has only aired in France, features a teenage boy talking on the phone with an unseen love interest from his school as his father orders from a McDonald's cashier. The boy hangs up when his father approaches with a tray of hamburgers, and his father mentions that it's "too bad your class is all boys, you could get all the girls."

The son smiles subtly at the camera, and the ad ends with the tagline, "Venez comme vous etes" — which translates "Come as you are."

By Wednesday afternoon, a week after being posted to YouTube, the ad had garnered more than 600,000 views.

"We wanted to show society the way it is today, without judging: there's obviously no problem with homosexuality in France today," Nathalie Legarlanterzec, a spokeswoman for McDonald's, told French media.

It's the fast food giant's first ad featuring a homosexual character, and one leading Canadian gay-rights group said it welcomes the message.

"It's very encouraging for gay youth to see themselves reflected in such mainstream media," said Helen Kennedy, executive director of EGALE Canada. "It's great that McDonald's is putting it out there, and kudos to the creative team. It's certainly a step in the right direction."

While it's hardly the first ad to feature a gay lead — a cheeky Hyundai Canada ad that aired during the Olympics featured a little bit of lesbian flirting — Kennedy said the McDonald's spot is sincere in its embrace of a marginalized group.

"We know that our queer youth are being . . . verbally harassed and physically assaulted in schools across Canada, so anything that will help to address this issue we totally support," she said.

**Video: Gay McDonald's ad in France**

© Copyright (c) Canwest News Service

Read more:

<http://www.vancouversun.com/life/McDonald+featuring+teen+goes+viral/3109383/story.html#ixzz0qhBtwdyK>